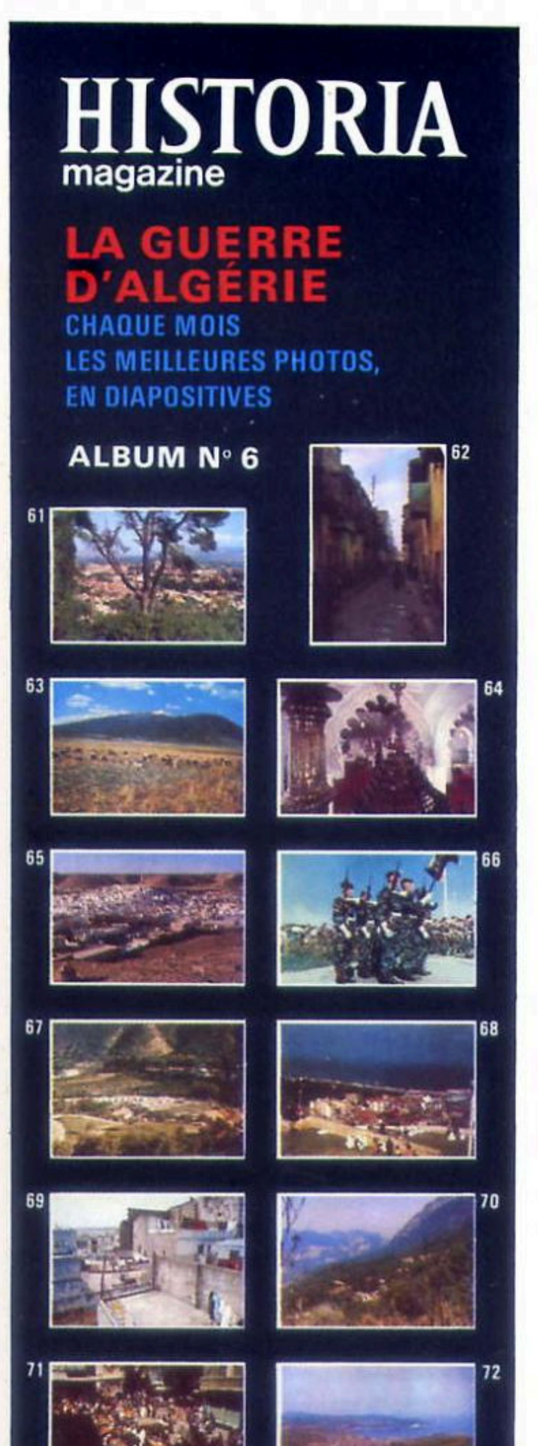
HISTORIA
magazine
(75)
Hebdomadaire paraissant le lundi - n° 297 - France 3 F
Belgique 30 FB/Suisse 3 FS - UNE PUBLICATION TALLANDIER

# LA GUERRE D'ALGÉRIE



## PACIFICATION EN KABYLIE ET BOMBE MASSU






# *MÉTROPOLE ET ALGÉRIE A LA VEILLE DE LA RUPTURE*

**Jean FONTUGNE**

*LORSQUE le général de Gaulle va faire retraite, du 4 au 11 janvier 1960, dans le Var, il ne semble pas craindre une évolution rapide de la situation en Algérie. Ce sont essentiellement les problèmes de politique intérieure en métropole qui retiennent son attention : la question scolaire, certes, mais surtout l'agitation grandissante dans les milieux paysans, soutenus par les indépendants. Il y a enfin les prises de position d'Antoine Pinay qui menacent de provoquer une scission au sein du gouvernement.*

*Optimiste, le président de la République pense encore éviter une crise par quelques concessions aux agriculteurs et l'annonce d'une nouvelle consultation électorale...*

*Dans le même temps, le chef de l'État veut ignorer ou minimiser l'opposition grandissante qui s'organise de l'autre côté de la Méditerranée. La création du S.O.S. Algérie aurait pu lui donner l'alerte. Il ne croit pas, semble-t-il, à une menace pour la politique qu'il compte désormais suivre.*

*Et pourtant les événements vont se précipiter après la publication de l'interview du général Massu par un journaliste allemand. Le rappel à Paris de celui qui est, pour les Européens d'Algérie, le garant de la présence française en Afrique du Nord mettra le feu aux poudres.*

*C'est autour de son nom que les chefs des mouvements Algérie française feront, pour quelques jours, leur unité. C'est en pensant à ses déclarations et aux assurances données par quelques officiers — on les appellera « activistes » —, qu'ils lanceront des appels à l'action directe. L'armée, pensent-ils, ne peut qu'être à leurs côtés.*

*C'est alors l'organisation de milices de défense, en particulier dans la Mitidja, et l'annonce de manifestations de masse à Alger pour le 24 janvier.*

*Dès le samedi 23, le commandement a cependant réagi. Les éléments des trois régiments mis en alerte se heurteront déjà, dans la matinée du dimanche, aux milliers de manifestants. Ces derniers élèveront rapidement des barricades... Quelques heures s'écouleront avant l'échange des coups de feu entre le service d'ordre et les insurgés.*

*On apprendra dans le même temps qu'un important remaniement du G.P.R.A., réuni loin du champ de bataille, à Tripoli, conduit à un cabinet de négociation avec la France.*

J. F.

## *Sommaire n° 75 - Historia magazine n° 297*

Oudinot

*A gauche :* **Hélène Voegtlin (devenue Mme Oudinot), infirmière de la S.A.S. des Beni-Douala, et Mme Toutblanc, infirmière de la S.A.S. de Tirmitine, en nomadisation avec le détachement du 2/121e R.I. et le *maghzen*.**

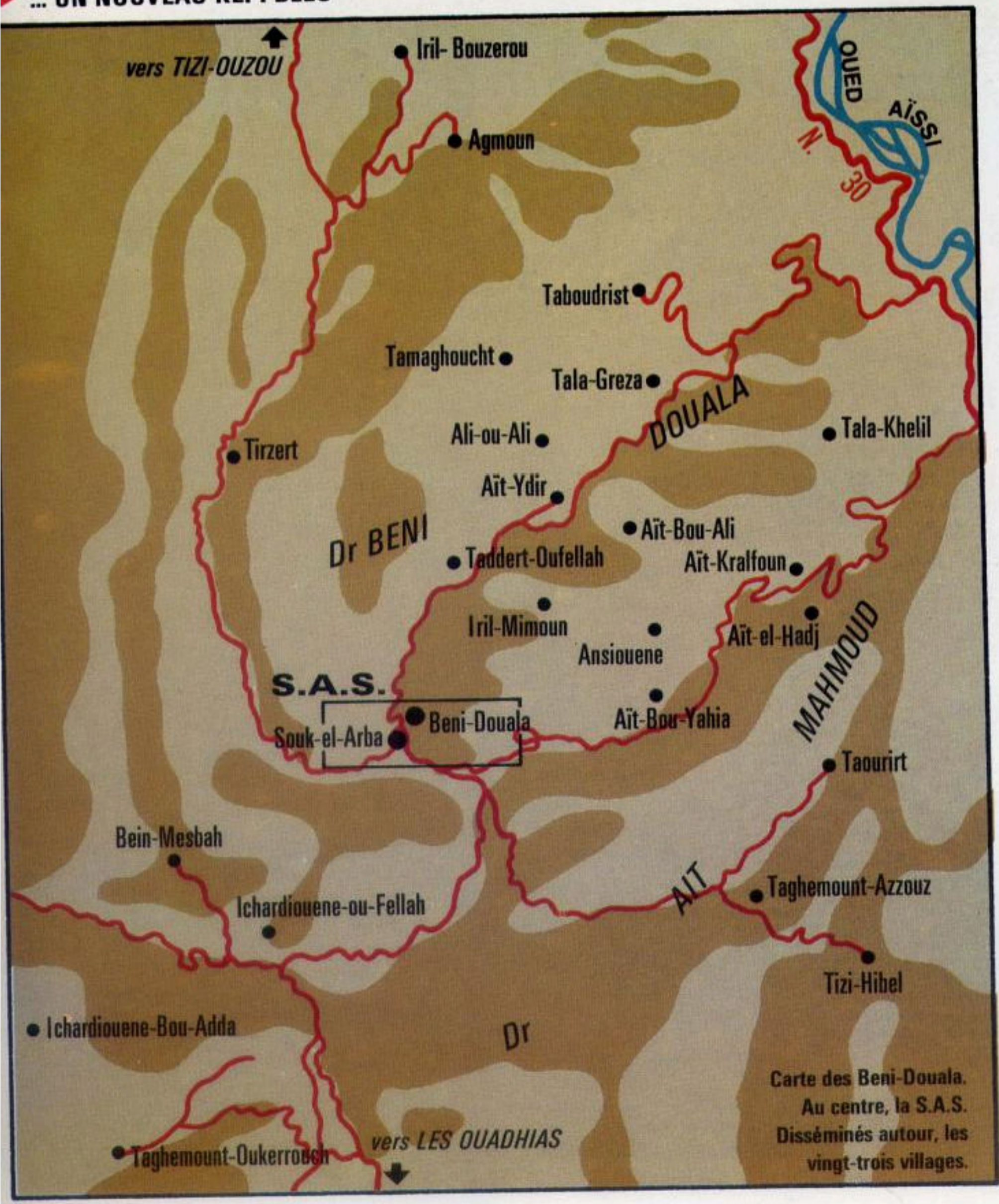
# L'AVENTURE D'UN NOUVEAU KÉPI BLEU

Oudinot



**Tonkin 1954 : à Dai Mau, près de Ha Dong, le conseil du village reçoit son voisin, le capitaine Oudinot, commandant le groupement des commandos de choc, à l'occasion des fêtes du Têt. C'est le sixième et dernier que l'officier passe avec ses amis vietnamiens. A ses côtés, les sergents Chabrat et Fouad et l'adjudant Hoang.** ▶

*La mission des Sections administratives spécialisées s'inscrivait dans une forme de guerre où la population musulmane était à la fois le champ de bataille, l'objectif et l'enjeu : chasser la peur, reprendre les contacts, faire disparaître l'infrastructure F.L.N. Partant de là, « fabriquer la paix française » : promouvoir, élever, instruire, construire, animer. Jamais soldat n'avait eu à faire face à tant d'activités. Infirmier, presque bonne d'enfant, en tout cas instituteur, maire, agent voyer et comptable des deniers publics. Pour obtenir qu'un jour, les musulmans qu'il administrait tournent vers lui un visage ouvert. Mais alors, immanquablement, le S.A.S. s'en-* ▶




Carte des Beni-Douala. Au centre, la S.A.S. Disséminés autour, les vingt-trois villages.

*tendait dire : « Mon capitaine, tu restes toujours alors ? » Il fallait comprendre : « La France reste toujours ? » Cette fois, la réponse ne dépendait plus de lui. Et ce fut bien une des plus dangereuses ambiguïtés de cette guerre.*

*Si tant est, comme on l'a dit en Algérie, que « la S.A.S., c'est l'homme », il nous semble intéressant de traiter ici, l'histoire d'une S.A.S., celle des Beni-Douala, en Grande Kabylie, à travers celle d'un homme : le capitaine Oudinot. Vingt-trois villages peuplés uniquement de Kabyles, pris dans la guerre, refermés sur leur drame, sont confiés à cet ancien para d'Indochine qui, volontairement, a remisé son béret rouge, pour coiffer le képi bleu.*

*Il arrive aux Beni-Douala en avril 1956 pour en repartir en avril 1961. Trajectoire de cinq années, au cours desquelles une mission s'accomplira chaque jour, durement, parfois désespérément.*

31 OCTOBRE 1958. L'hélicoptère se pose sur l'immense croix de Lorraine blanche que le capitaine Oudinot a fait tracer. Le moindre pan de mur, jusqu'à la S.A.S., porte une inscription : « Tous Français ! » Le 13 Mai est passé par là. Le référendum aussi.

— Ici, ça n'a pas fait de vagues ! La seule chose que les gens attendent, c'est la paix ! Le reste, ils s'en tapent !

Voilà donc ce capitaine. Une tête de grognard, une voix de stentor. Sous le képi bleu qu'il porte légèrement en arrière, un œil bleu de Lorrain au beau

## "il m'a dit qu'il a un fusil

fixe. Des paras, il a gardé la tenue camouflée, le vocabulaire, la désinvolture.

— Le patelin que j'administre !

D'un geste circulaire, il présente tout un lointain de crêtes où s'accrochent ses villages : 26 000 Kabyles, 23 villages, 81 km2, 320 âmes au kilomètre carré.

### La garde prétorienne

En surplomb de la D.Z. là-bas, de hauts murs blancs, une tour de guet, un drapeau.

— Ça, c'est la mairie !

Belle S.A.S. Bien construite. Rassurante.

— Construire, ça donne confiance aux gens ! Du boulot aux chômeurs !

» Ma politique ? Chercher sans répit l'ouverture pour y caser la France !

» Pour se battre et vaincre, il faut croire à la « sainteté » de la cause que l'on défend, n'être préoccupé que par la pensée de la victoire finale et non par la hantise d'une fin de séjour qui n'arrive pas ou par le commencement d'un autre qui arrive trop vite.

» Vous comprenez, le boulot du S.A.S., c'est pas du scoutisme ! Une bagarre comme une autre. Mais en souplesse. L'armée casse les katibas. Pour moi, l'adversaire, c'est l'O.P.A., qui empoisonne la vie des villageois, qui soutient les réguliers.

Il s'explique :

— L'organisation politico-administrative du F.L.N., c'est un peu la S.A.S. d'en face. En tout cas, elle essaie de se substituer à moi. Chaque O.P.A. a son chef de front. Un type par patelin. Il ne se bat pas. Il organise, administre la population, en liaison avec les bandes. Quand les « fells » bivouaquent la nuit dans un village, le « chef de front » est alerté la veille. Il s'occupe de les faire loger, bouffer chez l'habitant, et de mettre en place un dispositif de *choufs*, les guetteurs. Il est appuyé par des terroris-

Agoutin



tes. Ceux-là, c'est l'inquisition, le mouchardage. Comment voulez-vous que les gens s'en sortent ? Collectes, renseignements, désignation de suspects passent par le chef de front. On égorge pour des raisons allant du refus de cotiser au fait d'avoir un frère harki, trop de contacts avec l'armée, mais surtout avec la S.A.S. ! Sans implantation militaire dans chaque village, c'est un sacré huis clos, vous savez, entre les fells et les Kabyles ! Alors, les types se taisent, désertent la S.A.S., laissent les mandats en instance. Résister ? Pas facile !

— Comment vous en sortir ?

— En m'accrochant, pardi ! En construisant. En prouvant ! Par des faits concrets. Des fois, il y a le « coup de pot » !

Un jour, une petite vieille débouche dans le bureau d'Oudinot, le souffle court :

— Mon capitaine !

— Qu'est-ce qu'il y a ?

— Tu sais, Guerrib (*un « fell » du coin*)...

— Oui. Alors ?

— Il m'a dit qu'il a un fusil qui tire au moins à deux kilomètres et que, d'ici deux jours, il te tuera.

— Sans blague ! fait Oudinot. Qu'est-ce que tu veux que je fasse ?

— Que tu me payes ma pension tout de suite ! Avant que Guerrib il te tue !

— Je veux bien. Mais si c'est lui qui est tué avant moi ?

La vieille ne se trouble pas :

— Alors... tu as le ciel pour toi !

— Toi, tu auras eu ton fric d'une façon ou d'une autre !

Deux jours après, le fameux Guerrib était tué en opération.

— Depuis, ils racontent que je fais des miracles ! Je voudrais bien.

De loin, on ne voit de la S.A.S. que les murs blancs et le drapeau. Quand on y arrive, c'est imposant ! Le maghzen présente les armes. Le maghzen, c'est en quelque sorte la garde prétorienne. Tenue kaki, calot rouge. Quarante hommes, vétérans et recrues, que le capitaine Oudinot a engagés lui-même, selon la règle, les moyens lui étant donnés de les faire instruire militairement.

— J'ai parmi eux trois tirailleurs d'active. Mon recrutement, j'ai préféré le faire en pays arabe. Pas en Kabylie. On n'est pas gendarme dans son propre pays !


Oudinot

Une classe de filles du groupe scolaire du village de Tizi-Hibel et Madeleine, jeune institutrice métropolitaine.

## "Miss" Hélène

Ici, on a construit à tour de bras, depuis trente-trois mois. Une poste, un dispensaire, des bureaux, une popote et la maison du capitaine. Les bâtiments sont blancs, éclatants. Pas une allumette ne traîne dans la cour.

Devant le bureau d'Oudinot deux ou trois femmes kabyles sont assises au soleil, visage découvert, la *foutah* (pièce de tissu rayé noir et rouge) serrée autour des reins.

— Qu'est-ce qu'on veut, les bobonnes ?

Elles rient. On sent qu'ici le verbe du capitaine est passé dans les habitudes. En fait, il sait ce qu'elles veulent :

— Du fric ! Elles viennent chercher le mandat. Jusqu'ici, c'étaient les belles-mères, ou les vieux qui venaient les toucher pour elles. Sur les sentiers du retour, il y avait des ponctions. Et parfois, les vieilles gardaient tout. Maintenant, terminé ! Je ne vois pas pourquoi celles dont les maris sont en usine en France verraient filer la paye dans le giron des belles-mères !...

Il les regarde :

— Toi, Tassaadit, rien reçu !

Tassaadit vitupère. Oudinot lève les bras, impuissant.

— J'y peux rien, ma vieille !

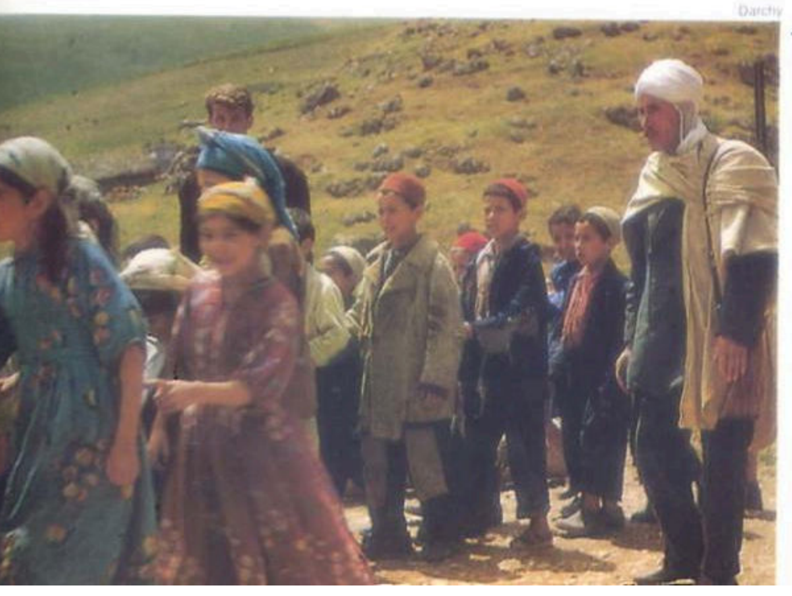
— Deux mois ! crie Tassaadit. Moi, qu'est-ce que je fais, alors ?

— Tu attends ! Et puis va voir Miss Hélène !

« Miss », c'est Hélène, la femme d'Oudinot. C'est elle qui s'occupe de l'A.M.G., l'assistance médicale gratuite, avec le toubib de la S.A.S., Giuseppi. Infirmière en Indochine, elle continue aux Beni-Douala. Mais elle a, comme dit le capitaine en blaguant « donné dans le social ». Hélène a organisé un ouvroir, où viennent les femmes des goumiers, et vers lequel les femmes des villages commencent à regarder. « Miss », c'est la confidente, elle soigne les gosses, elle écoute les doléances, elle explique qu'un enfant, ça se lave, qu'une plaie, ça se soigne, qu'une école, ça se fréquente.

Dans la note de service qui est distribuée aux instructeurs en 1958 (il y a 13 écoles sur le territoire des Beni-Douala, 8 avaient été détruites, qu'on a restaurées, et on en a construit 5 autres), le chef de S.A.S. incite ses jeunes instructeurs à la belle ouvrage.

Une fois par mois, les enseignants ▶


Darchy

◀ Les enfants s'en vont à l'école. Dans toute l'Algérie, les soldats font la classe aux enfants musulmans. Certains parce qu'ils étaient instituteurs dans le civil ; d'autres parce qu'ils sont étudiants ou tout simplement hommes de bonne volonté ; d'autres, enfin, parce que ce rôle d'éducateur, de pacificateur, donne un sens à leur présence en Algérie.

# des villages aux noms âpres ou chantants...

◀ Dans la région, l'A.L.N. occupe une position solide. Les katibas sont bien armées, bien vêtues. L'O.P.A. est très active. L'officier S.A.S., en Kabylie, aura une tâche ardue.

L'action « psy ». Il s'agit de soigner, d'éduquer, de protéger. Il s'agit aussi de montrer aux musulmans que leur avenir est avec la France et non avec le F.L.N. ▶

R. Vautier



◀ Un commerçant musulman à Toulouse. L'idée du commandant Oudinot était d'implanter des S.A.S. en France car, disait-il, « personne ne parle aux musulmans le langage que leur cœur comprend ».

Épicerie de la S.A.S. Les femmes viennent y dépenser l'argent que les maris, travailleurs en France, envoient régulièrement au village pour permettre aux leurs de faire « bouillir la marmite ». ▶

Gérard Castex

peuvent descendre à Tizi-Ouzou, qui est, dans la vallée, à 18 kilomètres. Les trois autres mercredis, ils arrivent à la S.A.S., pour une journée d'étude-liaison, portant sur la technique scolaire, les problèmes de l'hygiène chez les gosses et sur la Kabylie, sa population, ses mœurs, ses coutumes.

— Il ne faut pas que l'effort des enseignants se limite aux gosses ! Dans certains villages dépourvus d'école ou mal équipés dans le passé, où la fréquentation scolaire a été empêchée aussi par la rébellion, il y a des jeunes gars, et même des hommes, qui ne demandent qu'à apprendre à lire et à écrire, pour aller ensuite en métropole gagner leur bifteck. J'ai donc fait instituer des cours du soir, dans ces villages-là.

J'apprends, en même temps, que ces cours, pour l'instant, sont arrêtés.

— Comme tout est arrêté en ce moment ! fait Oudinot. Depuis le référendum, la situation est retombée à plat.

## Sur trois cahiers

» Les villageois me l'ont fait dire : les « fells » font leur grande offensive d'intimidation. Comme j'ai fait voter au référendum, *manu militari* dans les patelins où ils avaient lancé leurs consignes, alors, ils le pardonnent mal.

Il ajoute :

— Vous savez, la voix de De Gaulle a résonné ici. Les gens se taisent, mais ils ont écouté, réfléchi, ils nous regardent faire. On ne vit pas à leur contact, pendant trois ans, porte et cœur ouverts, sans que les villageois en arrivent à faire la part des choses. Il n'y a pas, en Kabylie, d'écran européen entre les « fells » et la population. Il n'y a que l'armée. Quand elle comprend le sens profond de la mission qui nous est confiée, quand les gars des petits postes implantés dans les villages se cramponnent à leur tâche, il n'y a aucun problème.

Sur le bureau d'Oudinot, il y a la carte, couleur sur blanc, de ses 23 villages, aux noms âpres ou chantants : Taghemount-Azzouz, Taghemount-Oukerrouch, Tizi-Hibel, Aït-bou-Yahia, Taboudrist, Tamaghoucht, Taddert-Oufellah, etc. Villages aux maisons numérotées. A chaque numéro correspond une famille, chaque famille a son carton d'identité. Vert pour les suspects, ceux qui ont rejoint une cellule terroriste d'Alger ou de la Goutte-d'Or. Rouge pour ceux qui sont restés au village. Bleu pour les travailleurs, ceux des Beni-Douala qui envoient des mandats de métropole. La poste paie ici plus de 8 millions de francs de mandats par semaine.

— Ça n'a pas été une petite affaire pour monter ce fichier ! Quand je suis arrivé, il y avait une vingtaine de fiches seulement. J'ai commencé mon truc sur trois cahiers d'écolier. J'ai passé des mois et des mois à reconstituer mes villages, famille par famille. Maintenant, je reconnais tout le monde.

Il m'explique qu'il peut, rencontrant un Kabyle des Beni-Douala aux portes de Tizi-Ouzou, juger, au coup d'œil, de quel village il est.

— Une fois, j'en reconnais un qui s'était éclipsé de chez lui depuis pas mal de temps. Sa famille se taisait. Je le retrouve sur la route. J'arrête la jeep : Qu'est-ce que tu fais là ?

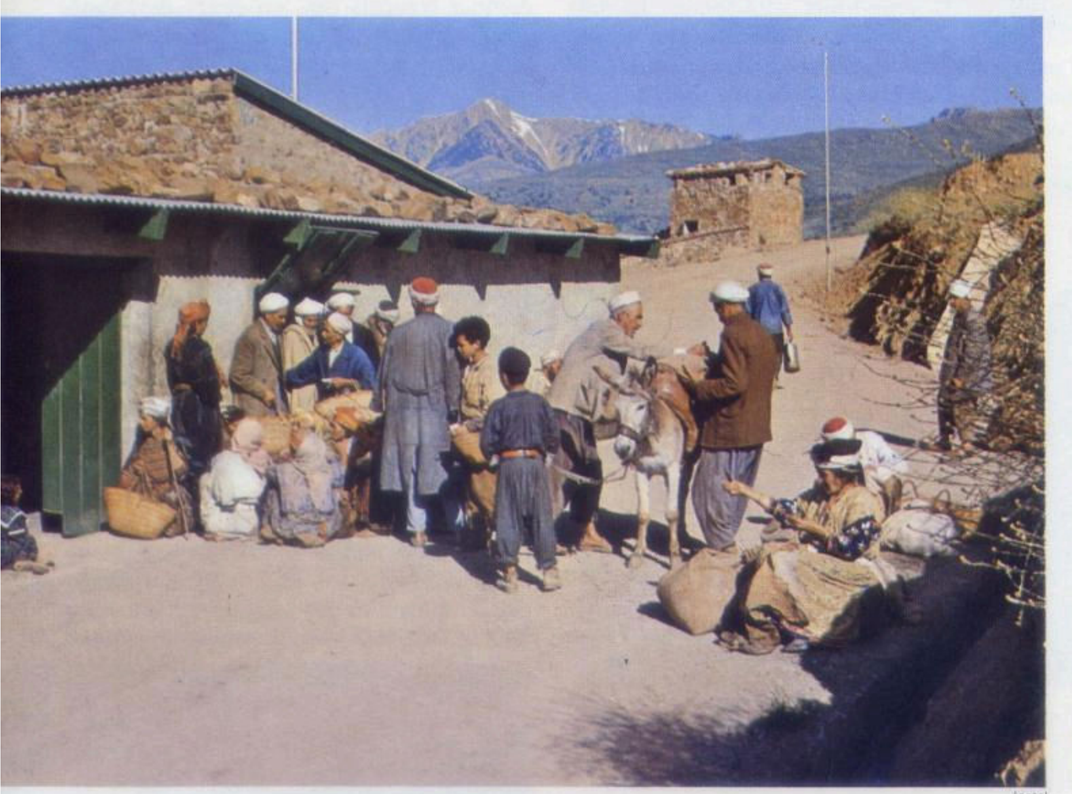
» Le gars m'explique son histoire. Il s'était « tiré », parce que, justement, il ne voulait pas monter au maquis. Le chef de front de son bled se faisait pressant. Alors, une nuit, l'autre avait fait sa valise. Ce jour-là, il m'a remis de l'argent pour sa femme et ses gosses.

## La Kabylie des usines

» Entre le maquis et les usines, c'est l'hémorragie des villages. Que reste-t-il ? Des gosses, des femmes, des vieux, quelques jeunes ; ceux de métropole, qui représentent les sources vives du pays, ne reviennent pas. La plupart sont coincés en France par la fédération F.L.N.



Médard



Jactel

Ils sont obliger de raquer. Puis on leur monte le coup sur ce qui se passe ici. Ils n'osent plus rentrer. Rien de bon ne sera fait, ni d'efficace, si on ne tient pas tête aux fells en métropole.

Le Kabyle ne connaît pas de « saint à qui se vouer », qui démêlera ses histoires, écoutera ses doléances. Ils se regroupent par villages, par familles, comme des essaims d'abeilles, et tombent sous la coupe des cellules du F.L.N., qui ont eu l'astuce d'exploiter immédiatement cette situation de fait. Ce sont les cellules qui collectent, qui endoctrinent, qui font la propagande, qui appliquent les sanctions. Comme au village. Il y a en pleine métropole, de ce fait, des villages kabyles qui fonctionnent comme en pleine montagne. Les problèmes y sont les mêmes qu'ici, mais avec une acuité plus grande. Car les ouvriers qui sont en métropole sont la portion vivante, efficace, active, donc essentielle, de la population. Ici, il reste — et de moins en moins — des ouvriers en vacances, des vieillards qui ont cédé leur place sur le front du travail et des jeunes qui se préparent à assurer la relève. Comment espérer, si on ne s'occupe pas de cette Kabylie-là, la métropolitaine, une répercussion favorable et profonde du 13 Mai ? Les réformes ? Les réalisations ? Les promesses ? Celui qui y est le plus intéressé, c'est le travailleur kabyle, puisque, au fond, le seul contact qu'il a eu jusqu'ici, avec la nation, c'est le salaire qu'on lui verse en échange de son boulot !

Oudinot sort de son tiroir un rapport qu'il a fait sur la nécessité d'implanter des S.A.S. en métropole.

— Vous savez, le « grand Charles » l'a lu ! Je ne blague pas. Il m'en a même parlé au dîner du palais d'Eté, vous savez, le « truc des capitaines » !

Nous avons su, oui, ce fameux dîner « des 17 capitaines » que de Gaulle avait donné, après le référendum, au palais d'Eté, à Alger, le 2 octobre 1958. Ce qui s'était passé là, petite histoire mais histoire significative, on en avait parlé alors. Un capitaine (Oudinot), rompant soudain le concert d'optimisme qui montait autour du général, avait soudain avoué que, chez lui, dans les Beni-Douala, ça n'allait pas si bien que ça et que ça n'irait pas tant que des certitudes ne seraient pas données.

— Quelles certitudes, Oudinot ? avait demandé le général.

— Mon général, si, pour une raison ou une autre, vous deviez prendre un jour la décision d'abandonner l'Algérie, nous, qu'est-ce qu'on ferait ?

De Gaulle s'était presque fâché :

— Vous avez déjà vu de Gaulle abandonner quelque chose, Oudinot ?

## « Ils gâchent leurs munitions ! »

Nous étions le 31 octobre 1958.

Ce soir-là, la S.A.S. fut harcelée par les « fells ». Les premiers « pruneaux » tombèrent au moment où nous attaquions les petits pois.

— Les c... ! fit Oudinot, ils gâchent leurs munitions pour rien !

Il parlait sans hargne. Tout ça, c'était dans l'ordre des choses. La S.A.S. fut plongée dans l'obscurité. En contrebas, le poste des alpins organisa la riposte dans un raffut de tous les diables.

— Et pendant ce temps-là, prépare la sono, lança le capitaine à un de ses hommes du maghzen qui lui servait d'interprète.

Je me demandai ce qui allait se passer, trouvant cette histoire de sono un peu farfelue dans la fusillade qui, d'ailleurs, commençait à s'essouffler. « Miss » Hélène, tout à fait calme, me « mit au parfum » :

— Il va parler aux « fells ». Comme les Viets faisaient pour nos partisans, avant l'attaque, en Indochine.

Tous les Beni-Douala écoutaient « la voix ». Et quand elle se tut, le silence pesait des tonnes.

— Demain, dit Oudinot, il faut aller à Taghemount-Oukerrouch. C'est de ce côté que ça tiraillait ! L'accueil sera plutôt gelé. Mais il faut marquer le coup !

Taghemount - Oukerrouch, mémorable visite, dont le récit suivra. H

*(à suivre)*

**Marie ELBE**



Molière, dans le massif de l'Ouarsenis. Près de là, des soldats français tombèrent dans une embuscade meurtrière.

# SÉRIEUSE

Le gouvernement provisoire de la République algérienne, qui se réunit presque au complet, à Tunis, le 1er décembre 1959, demande à son vice-président, Krim Belkacem, d'adresser un ordre du jour à l'Armée de libération nationale pour expliquer aux officiers et aux soldats que c'est « une réponse longuement réfléchie » que les ministres ont donnée le 20 novembre, à la nouvelle offre de cesser le feu faite par de Gaulle le 10 novembre. La « longue réflexion » a surtout porté, en fait, sur les moyens les plus habiles de masquer les divergences apparues, lors des délibérations de novembre, entre des leaders comme Lamine Debaghine, partisan de rompre les ponts pendant un certain temps avec le général, et des leaders comme Ferhat Abbas, toujours décidé, quant à lui, à entrer plus ou moins dans le jeu du président français. En suggérant, finalement, que les négociateurs algériens à d'éventuels pourparlers franco-F.L.N. soient ses cinq ministres emprisonnés en France — Ben Bella, Boudiaf, Khider, Aït Ahmed et Rabah Bitat —, le G.P.R.A. a présenté une proposition dont il savait qu'elle serait rejetée par Paris, mais qui maintient tout de même ouvert le dialogue avec le gouvernement français. Il a ainsi gagné du temps — le temps nécessaire, espère-t-il, pour que s'éclaircissent quelque peu les problèmes de la direction de la résistance algérienne.

C'est que, depuis l'été, ce gouvernement, qui n'a jamais été plus « provisoire », mène une vie précaire. Son sort n'a pas cessé de dépendre en effet, du sursis que lui ont accordé les chefs des combattants de l'intérieur.

Ceux-ci ont demandé à un « Comité des Dix », sorte de club des anciens des wilayas, de suppléer aux carences du G.P.R.A. et d'élaborer une nouvelle stratégie. Dix colonels (Krim Belkacem, Ben Tobbal, Boussouf, Boumediene, Mohammedi Saïd, Hadj Lakhdar, de la wilaya 1, Ali Kafi, de la wilaya 2, Yazouren, dit Brirouche, dit Saïd, de la wilaya 3, Si Sadek, de la wilaya 4, et Lotfi, de la wilaya 5) ont délibéré pendant dix jours et ils ont finalement décidé de convoquer, pour la mi-décembre, à Tripoli, le troisième Conseil national de la révolution algérienne. Ils ont désigné — à la majorité relative — les responsables appelés à siéger à ce « parlement souverain de la révolution » et à nommer, au terme de leurs travaux, l'équipe gouvernementale dirigeant le combat du F.L.N.

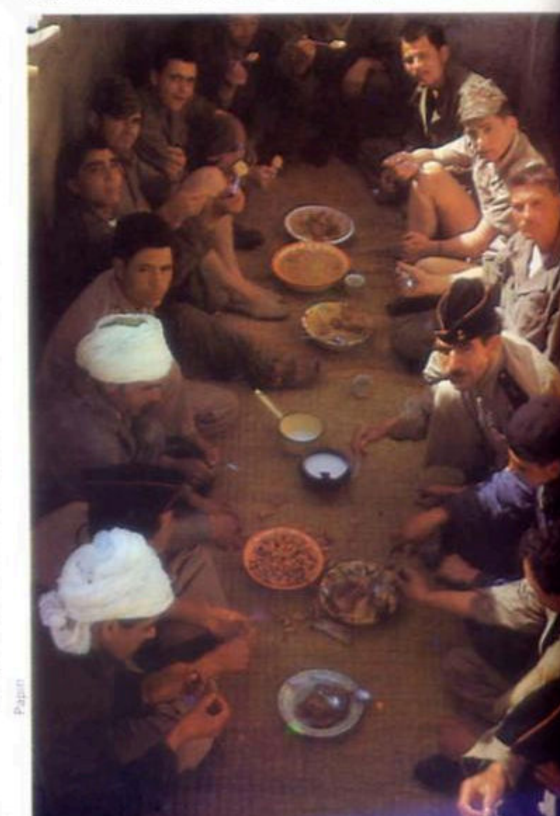
Krim Belkacem, l' « homme fort » de ce G.P.R.A., sait qu'il va devoir prochainement rendre des comptes à ses pairs. Aussi prépare-t-il soigneusement le plaidoyer qu'il se propose de prononcer pour tenter de démontrer que le haut commandement de l'A.L.N. a tiré le meilleur parti d'une situation difficile. Il fait rédiger par ses principaux conseillers, et notamment par le commandant Mahmoud Idir, un ancien de l'armée française qu'il a pris à son cabinet et qu'il défend contre les critiques de la plupart des cadres de l'A.L.N., un « rapport militaire » assez détaillé. Il présente ce document, dans les premiers jours de décembre, à ses collègues du G.P.R.A. et il y ajoute des commentaires et des explications qui lui permettront de grossir le dossier qu'il entend présenter au C.N.R.A.

## Les directives de Krim

Le ministre de la Guerre du G.P.R.A. met d'abord l'accent sur l'importance des moyens engagés par son adversaire, le général Challe, qui, dans le cadre de son plan visant à « ratisser systématiquement l'Algérie d'ouest en est », a, en dix mois, lancé successivement de très vastes offensives en Oranie (opération « Couronne » - février mars), puis dans l'Algérois (opération « Courroie » - avril à juin), puis en Kabylie (opération « Jumelles » - juillet) et dans le Hodna contre les forces de la wilaya 1 (opération « Etincelle » - juillet) et enfin, à partir d'octobre, dans le Nord constantinois (opération « Pierres-Précieuses », elle-même décomposée en opérations « Topaze », « Rubis », « Emeraude », dans la zone Collo-Philippeville, et « Turquoise », dans le triangle Djidjelli - El-Milia - Mila). Il conteste formellement les chiffres avancés par l'état-major d'Alger, qui prétend que, depuis le 1er janvier 1959, l'armée française aurait mis hors de combat 35 595 soldats de l'A.L.N., mais il reconnaît que les pertes subies par les combattants algériens au cours de cette période, « la plus dure de la guerre », sont lourdes (13 000 à 15 000 hommes tués sans parler des pertes, considérables, de la population civile). Le vice-président du G.P.R.A. insiste enfin sur certaines initiatives du commandement français qui, au cours de l'année 1959, a systématiquement accéléré le recrutement de groupes armés d'auxiliaires musulmans de l'armée française (1 271 groupes, alors qu'il n'en existait que 1 117 en août 1958 ; 180 000 hommes ont été ainsi armés, dont 60 000 font partie d'unités régulières, 60 000 des harkis, 25 000 des groupes d'autodéfense, 20 000 des mokhazni et 15 000 des groupes mobiles de sécurité).

« Cette double réalité, explique Krim Belkacem, en reprenant les termes mêmes du rapport Idir, a provoqué chez nous une double réaction. Pour échapper aux forces de plus en plus nombreuses et de plus en plus concentrées de nos adversaires, nos propres forces se sont rendues de plus en plus légères et de plus en plus mobiles ; elles évitent main-

Repas de noce de la sœur d'un harki. Ici, on fraternise.



tenant, dans toute la mesure du possible, l'affrontement direct avec les unités régulières françaises et elles cherchent plutôt à porter des coups à l'infrastructure administrative et au potentiel économique de l'occupant. Armée régulière et moderne par sa structure et son armement, l'A.L.N. est, de plus en plus, une armée révolutionnaire par ses objectifs, ainsi que je viens de l'exposer dans l'article que j'ai donné à une revue yougoslave.

» L'enrôlement plus ou moins forcé de dizaines de milliers d'Algériens dans les rangs ennemis, poursuit le ministre de la Guerre, nous a obligés, en outre, à développer notre « action psychologique » en direction de ces malheureux. Tout un travail de prises de contact et de propagande a été effectué dans ce sens, en particulier par nos *moussbilin*. Nous nous sommes assuré de multiples complicités, et nous bénéficions maintenant du maximum d'informations sur ce qui se passe dans le camp adverse. Naturellement, les traîtres, les irréductibles, ceux qui ne veulent pas entrer secrètement dans notre jeu, sont impitoyablement châtiés. En Kabylie, en particulier, les groupes de l'A.L.N. ont tendu toute une série d'embuscades qui ont décimé plusieurs G.M.S. de la région. »


Papin

**Les harkis. Pour le gouvernement provisoire algérien, le recrutement massif des musulmans dans les forces françaises est un grave problème. En 1959, 180 000 hommes ont été ainsi armés, dont 60 000 harkis.**


J.-C. Gagnaire

## Le chiendent derrière le râteau

Les ministres du G.P.R.A. approuvent ce rapport de Krim Belkacem et ils réclament la poursuite des efforts en cours pour alléger encore, sur le terrain, le dispositif d'implantation de l'A.L.N. et pour « travailler » le milieu algérien directement contrôlé par l'armée française. Ils demandent, d'autre part, au ministre de la Guerre qu'une corrélation particulièrement étroite soit établie entre des objectifs militaires judicieusement choisis et les impératifs de la diplomatie et de la propagande, à la veille de la session d'hiver de l'Assemblée générale de l'O.N.U.

Le but étant de prouver à l'opinion et aux gouvernements étrangers que l'A.L.N., en dépit des coups sévères qu'elle a reçus, n'a pas été liquidée et qu'elle fait toujours régner, dans le pays, une situation d'insécurité, le G.P.R.A. décide d'utiliser, comme moyens principaux, des attentats spectaculaires dans les grandes villes d'Algérie, des harcèlements de l'armée française sur les barrages électrifiés de l'est et de l'ouest, enfin, des embuscades légères dans les régions où se sont déjà déroulées les grandes offensives du « plan Challe ». Les opérations des deux premiers types sont, en effet, celles qui provoquent — le fait est bien connu — le plus de réactions dans la presse. Quant à celles du troisième type, elles sont surtout circonstancielles : le G.P.R.A. veut pouvoir étayer par quelques faits précis sa contestation de la thèse officielle française sur les « effets décisifs et définitifs du plan Challe », et son affirmation selon laquelle « la rébellion n'est jamais extirpée ; elle repousse comme du chiendent derrière le râteau des ratisseurs français ».

A la suite de cette réunion ministérielle du 1er décembre, Krim Belkacem transmet aux états-majors des différentes wilayas de l'intérieur ses « directives de commandement en prévision du débat sur l'Algérie à l'O.N.U. ». Les ordres ainsi diffusés — et, en général, assez bien appliqués — vont dans le sens de la stratégie générale approuvée lors de la discussion du « rapport Idir ».

Les 2 et 3 décembre, quatre attentats dans la région algéroise et à Alger (devant l'université) font, en moins de quinze heures, 11 morts et 12 blessés (militaires français et civils européens). Le 4 décembre, des unités légères de l'A.L.N., stationnées en Tunisie et au Maroc, attaquent simultanément des positions françaises du barrage est (poste d'Aïn-Zana) et du barrage ouest (sabotage des réseaux électrifiés à 6 km de Beni-Ikkrou, au nord-est de Figuig, et au nord-ouest de Méchéria, dans le Sud oranais).

Plus sérieuses sont, en revanche, les informations diffusées par le G.P.R.A. au sujet des petites actions montées par des états-majors locaux de l'A.L.N. pour démontrer que « le chiendent de la dissidence a repoussé derrière le râteau de l'ordre français ». Les autorités d'Alger reconnaissent, en effet, le caractère meur-


Voyagez avec le sourire
AIR ALGÉRIE
La Dépêche
DE CONSTANTINE ET DE L'EST ALGÉRIEN
Dimanche-Lundi 25-26 OCTOBRE 1959
EN VOYAGE D'INSPECTION
M. BOULLOCHE ministre de l'Éducation nationale
était samedi à Batna
DEVANT LES MAIRES D'INDRE-ET-LOIRE
M. DEBRÉ : QUAND LES ARMES SE SERONT TUES EN ALGÉRIE
GRENADE DANS UN CINÉMA D'ALGER
Quatorze blessés
L'ÉCHO D'ALGER
Christofle
TAOUREL
JEAN PHILIPPE
Bayard
Le barrage de Malpasset a cédé cette nuit dans le Var
Des centaines de morts ?
50 millions de m³ d'eau déferlent sur Fréjus
Des bâtiments rasés
Des fermes englouties
Panique également à Saint-Raphaël
La célébration du cinquantenaire de l'Université d'Alger endeuillée par deux attentats
DEUX OBUS PIÉGÉS explosent devant l'entrée des Facultés
UN MORT
HUIT BLESSÉS
Américains et Anglais soutiennent fermement la thèse française
M. Raoul Reboul et un militaire tués par les rebelles dans une embuscade
...étration des troupes ...oises en territoire indien
AUJOURD'HUI nouvelle confrontation Mitterrand-Pesquet
GRÈVE DES FONCTIONNAIRES
services municipaux, P.T.T., pompes funèbres, transports, particulièrement touchés
100 savants français et étrangers
Le deuil des étudiants
"Appel à l'union de tous les patriotes"

Nouvelle flambée de terrorisme en Algérie. A Alger, obus piégés et grenades explosent.

trier de toute une série d'« embuscades légères » tendues par diverses unités de l'A.L.N., dans les premiers jours de décembre, notamment près de Desaix, dans l'Algérois (3 militaires français tués, 4 blessés), près de Molière dans l'Ouarsenis et sur la côte kabyle (un détachement de l'A.L.N. « accroche » un convoi militaire français qui ouvre la route Tizi-Ouzou-Port-Gueydon, et tue 10 soldats).

C'est cependant dans le Nord constantinois que le chef de la wilaya 2, le colonel Salah Boubnider, dit Çaout el-Arab, ses adjoints Bouali Hocine (zone de Djidjelli), Benredjenne Larbi (zone d'El-Milia), Abdel Habib (zone de Philippeville), Hachemi (zone de Guelma) et ses soldats, parmi les plus aguerris de tous ceux de l'A.L.N., donnent le plus de fil à retordre aux deux grandes formations d'élite de l'armée française d'Algérie massivement engagées là, depuis octobre, dans de rudes et sanglantes batailles : la 10e division de parachutistes du général Gracieux et la 25e division de parachutistes du général Ducournau. Le commandant de la 25e D.P. ne cherche pas à minimiser les difficultés qu'il rencontre. Il déclare à des journalistes : « Dans l'Aurès, nous avions deux adversaires, le terrain et la végétation ; en Grande Kabylie, nous avions à lutter contre le terrain et la population ; ici, nous avons contre nous le terrain, la végétation et la population. »

Ces propos, reproduits par les agences de presse, font, à New York, le bonheur de M'hamed Yazid, qui, avec deux autres ministres du G.P.R.A. (Ahmed Francis et Abdelhamid Mehri), le chef du service de presse du gouvernement provisoire algérien, Ahmed Boumendjel, et le directeur du cabinet de Ferhat Abbas, Mohamed Ben Yahia, suit, aux Nations unies, le débat sur l'affaire algérienne.

La nouveauté de ce petit atout supplémentaire ne compense cependant pas le souci que cause aux Algériens l'inscription, sur la liste des orateurs, du désastreux représentant de l'Arabie Saoudite,

## "chaque fois qu'il ouvre sa...

Ahmed Choukairy, dont les interventions antifrançaises, outrancières et provocatrices, sont toujours allées à l'encontre de la cause qu'elles prétendaient servir. Cette fois, Yazid chapitre longuement son bouillant interlocuteur. Il lui explique qu'il ne s'agit plus de polémiquer avec Paris, mais essentiellement, comme vient de le faire le porte-parole du groupe afro-asiatique, le Tunisien Mongi Slim, d'exercer une discrète et habile pression sur de Gaulle pour amener le président français à discuter sérieusement avec des représentants de la résistance algérienne du contenu à donner au « principe d'autodétermination » proclamé dans le discours du 16 septembre 1959.

### Cap sur Moscou

Choukairy promet de tenir ce langage, mais il oublie ses engagements dès qu'il occupe la tribune. Il prononce une extraordinaire philippique au cours de laquelle il qualifie notamment de « chef-d'œuvre de chantage » le discours du 16 septembre, « prononcé par de Gaulle, s'écrie-t-il, dans un Paris dont les rues résonnent sous les bottes boueuses du militarisme et du colonialisme »... L'effet de cette diatribe est catastrophique. Les vieux routiers du groupe afro-asiatique sont consternés. « Ce Choukairy, on ne le changera jamais, soupire Yazid dans les couloirs. Chaque fois qu'il ouvre sa gueule, c'est sans doute dix voix que nous perdons. »

Dix voix, cela compte, à l'heure du vote à la commission politique, le 8 décembre. Le projet de résolution favorable à l'Algérie est adopté à la majorité simple, par 38 voix (Afghanistan, Albanie, Bulgarie, Birmanie, Biélorussie, Cambodge, Ceylan, Cuba, Tchécoslovaquie, Ethiopie, Fédération malaise, Ghana, Guinée, Hongrie, Inde, Indonésie, Irak, Jordanie, Liban, Liberia, Libye, Mexique, Maroc, Népal, Pakistan, Panama, Philippines, Pologne, Roumanie,

Kahia



◄ Ferhat Abbas en compagnie du président Bourguiba et du Marocain Sibekkai. Démissionnaire le 24 décembre, le « président » Ferhat Abbas sera réinvesti le 10 janvier.

*De gauche à droite :* Hocine Aït Ahmed, Ben Bella, Khider, Boudiaf et Rabah Bitat. Ils furent choisis comme négociateurs par le G.P.R.A., sachant qu'ils seraient rejetés par Paris. ►


René Vautier

◀ Dans un maquis, des hommes montent la garde. A la suite des coups portés par les forces françaises et devant la raréfaction des armes disponibles, l'A.L.N. devra réduire le volume et la puissance de ses unités.

Arabie Saoudite, Soudan, Tunisie, Ukraine, U.R.S.S., République arabe unie, Venezuela, Yémen, Yougoslavie) contre 26 (Australie, Autriche, Belgique, Brésil, Canada, Chili, Chine, Colombie, Danemark, République dominicaine, Equateur, Honduras, Israël, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Nicaragua, Norvège, Paraguay, Pérou, Portugal, Espagne, Union sud-africaine, Royaume-Uni, Etats-Unis) et 17 abstentions (Argentine, Bolivie, Costa-Rica, Finlande, Grèce, Guatemala, Haïti, Islande, Iran, Irlande, Japon, Laos, El Salvador, Suède, Thaïlande, Turquie, Uruguay).

Faute des 14 voix qui lui auraient permis de recueillir la majorité des deux tiers, il ne peut cependant pas être pris en considération.

Le gouvernement français est gagnant. Il doit son succès à l'attitude de la délégation américaine : son chef, Henry Cabot Lodge, et le secrétaire d'Etat Herter ont jugé qu'il ne fallait pas gêner le général de Gaulle, qui, à leurs yeux, a ouvert, par son discours du 16 septembre sur l'autodétermination, un processus « intelligemment libéral » (l'expression est du *New York Times*), susceptible d'amorcer un jour, en Algérie, le retour à la paix.

Le coup est dur pour les leaders du F.L.N. présents à New York.

Faut-il en conclure que le G.P.R.A. va désormais prendre ses distances vis-à-vis de Washington comme de Paris ? Certains commentateurs franchissent le pas et prédisent que le F.L.N., déçu par l'Occident (1), va mettre le cap sur Moscou, voire sur Pékin. Les observateurs, qui connaissent mieux les problèmes réels de la révolution algérienne, savent cependant que les rapports de force entre les groupes et les hommes compteront plus, en fait, que les grandes options diplomatiques ou même politiques lors du troisième C.N.R.A. qui, une fois le rideau tombé, à New York, sur la pièce (à épisodes) des Nations unies, va devenir, à Tripoli, la grande affaire du mois de décembre 1959.

Les cinq responsables algériens qui séjournaient aux U.S.A. gagnent la capitale libyenne, *via* Rome (où ils sont rejoints par Ferhat Abbas, qui, lui, arrive de Tunis, avec Krim Belkacem et Ben Tobbal), Boussouf est parti de Rabat, Lamine Debaghine du Caire. La brève réunion que tous ces leaders tiennent, à Tripoli, avant l'ouverture des travaux du C.N.R.A., pour tirer la leçon des débats de l'O.N.U. sera la dernière séance du premier gouvernement provisoire de la République algérienne. C'est en effet un autre G.P.R.A., assez proche du premier, mais non identique, qui sera constitué à l'issue des délibérations de l'instance suprême de la révolution. H

**Albert Paul LENTIN**

(1) Le vote de l'Assemblée générale de l'O.N.U. confirmera, *grosso modo*, celui de la commission politique : 39 pour (au lieu de 38), 22 contre (au lieu de 26) et 20 abstentions (au lieu de 17) en faveur de la résolution afro-asiatique un peu édulcorée par le Pakistan. Cette modification permettra d'ailleurs à la délégation américaine de s'abstenir, mais ce geste sera trop tardif pour être efficace.

Keystone


Kahia


Ahmed Choukairy : ▶ représentant de l'Arabie Saoudite aux Nations unies. Ses interventions antifrançaises et outrancières ont un effet déplorable sur l'assistance. Il qualifiera entre autres de « chef-d'œuvre de chantage » le discours du général de Gaulle sur l'autodétermination.

# EL-MILIA : REPAIRE DE CHEF

A LA fin du mois de janvier 1959, le général Challe, nouveau commandant en chef en Algérie, invita à dîner les colonels commandant les régiments de la 10ᵉ D.P. et de la 11ᵉ D.I. C'était avec ces deux divisions qu'il entendait mettre à exécution le plan de pacification qu'il avait élaboré : le « plan Challe ».

Après l'Oranie, ce fut la région d'Orléansville et l'Ouarsenis qui furent traités. Les opérations dans ce pays extrêmement tourmenté durèrent deux mois : du 19 avril au 19 juin.

Le 19 juin au matin le 3ᵉ R.P.I.Ma. rentra à Sidi-Ferruch, sa base de repos, qu'il avait quittée au mois de février pour l'Oranie. L'*Inox,* le train rapide de Constantine à Oran, gisait sur le flanc, victime d'un attentat terroriste au cours de la nuit. Quelques jours plus tôt, une compagnie du régiment avait intercepté un convoi de ravitaillement de vingt-cinq mulets transportant plusieurs tonnes de vivres. Les prisonniers nous apprirent qu'un convoi identique nous avait échappé. Or il avait pu se ravitailler sans encombre dans une petite ville près de la route d'Alger, mais personne ne l'avait signalé.

Les katibas que nous avions accrochées et détruites venaient des régions voisines, en général de l'Oranie. Elles pensaient trouver dans l'Ouarsenis un refuge sûr. Peu habituées au pays, elles avaient été des proies faciles pour les unités d'intervention. Le bilan des opérations pendant ces deux mois était donc important. Pour le seul 3ᵉ R.P.I.Ma. et pour l'Ouarsenis seulement, il était de 258 rebelles tués, 40 prisonniers, 3 mitrailleuses M.G., 4 fusils mitrailleurs, 103 fusils de guerre, 13 fusils de chasse, 17 pistolets récupérés. Plus une quantité importante de munitions, de grenades et de mines. Nos pertes avaient été légères : 3 tués et 6 blessés.

Mais nous n'avions jamais pu accrocher les katibas de la région. Elles avaient toujours réussi à se dérober. Cela montrait qu'un des buts de l'opération n'avait pas été atteint : la destruction de l'organisation politico-administrative rebelle (O.P.A.). Elle n'avait jamais cessé son soutien aux katibas locales. A notre départ, elle allait permettre à la rébellion, pourtant durement touchée, de renaître de ses cendres.

Les unités des deux divisions s'étaient attachées à la poursuite des bandes armées, elles les avaient en partie détruites, mais elles ne s'étaient pas attaquées sérieusement à l'O.P.A. Il aurait fallu interroger un grand nombre d'habitants, c'est-à-dire avoir du temps et de la patience. Ce travail fastidieux répugnait aux unités d'intervention ; elles lui préféraient la poursuite spectaculaire des bandes sur le terrain, qui ne donnait lieu à aucune bavure.

C'est ce que je signalai au général Challe dans mon rapport de fin d'opération.

— Trinquier, me dit-il, j'ai lu votre rapport avec intérêt.

» Je vais vous donner un secteur difficile de l'Algérie : El-Milia. Le colonel Marey qui le commandait, vient de se faire assassiner à 100 mètres de la ville. C'est le deuxième colonel qui se fait tuer dans ce secteur. Deux sous-préfets ont été assassinés dans leur bureau. L'année dernière, une opération de plusieurs jours engageant toute une division n'a



Armand Brunel

récupéré qu'un fusil de chasse (1). C'est ridicule. C'est ce que je ne veux pas recommencer. El-Milia, c'est le royaume du F.L.N. C'est là que je veux terminer la guerre. Quand le secteur sera pacifié, la guerre sera terminée.

» Vous aurez quelques difficultés : peu de troupes, le 23ᵉ R.I. et quelques broutilles. Préparez le terrain. La Kabylie terminée, c'est là que je porterai mon effort. Je mettrai trois ou quatre régiments à votre disposition, et vous me nettoierez le coin.

J'emmenai avec moi le capitaine Dabezies comme chef d'état-major et le capitaine Renauld pour superviser le 2ᵉ bureau, l'action psychologique et l'action sociale. Ensuite, quelques sous-officiers du 2ᵉ bureau et un petit goum de fidèles parachutistes qui me suivaient partout : mon chauffeur, mon ordonnance et deux musulmans, anciens fellaghas, Ali et Ahmed.




Carte montrant El-Milia et sa région. La ville est enserrée dans des massifs forestiers très denses.

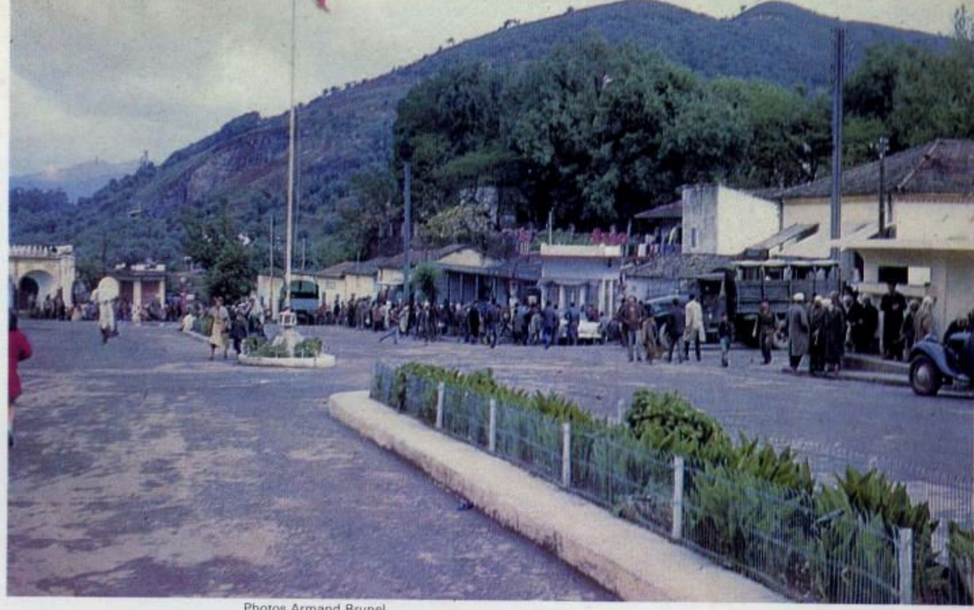
## Des pataugas pour l'A.L.N.

Ahmed avait été fait prisonnier en Kabylie. Un matin, dans le secteur de Michelet, le lieutenant Lefèvre, commandant l'escadron, avait accroché une katiba. Il ne l'avait pas lâchée. A midi, elle était encerclée et les survivants se rendirent. Soudain, près de lui, un jeune *moudjahid* sortit d'un buisson et jeta son Beretta. Il n'avait plus de munitions ; il se rendait. C'était Ahmed. Il était secrétaire de la région. Blond aux yeux bleus,

(1) Opération « Bravo ».

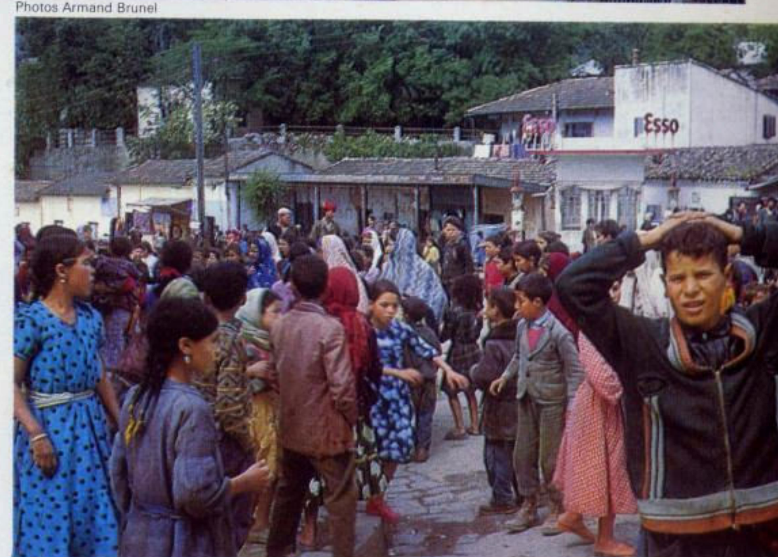
# DE BANDE





Photos Armand Brunel

**El-Milia, petite sous-préfecture du Nord constantinois. La nuit, personne ne circule dans les rues. Aucun Européen, civil ou militaire, n'ose s'éloigner du centre de la ville. Le colonel Marey, qui commandait, naguère, le secteur, a été assassiné à cent mètres de la ville. Le colonel Trinquier fera sensation auprès des commerçants en se promenant dans El-Milia accompagné d'un seul homme, Ahmed, un ancien *moudjahid* rallié.**




comme beaucoup de Kabyles, il parlait parfaitement français. Je l'invitai à la popote du P.C. Il mangea parce qu'il avait faim, mais il refusa de parler.

Je l'envoyai chez le capitaine Mazza, commandant la 5e compagnie formée uniquement d'anciens prisonniers fellaghas.

— Tu trouveras là-bas beaucoup de camarades. Parle avec eux ; après, tu viendras me voir.

Deux jours après, Ahmed venait au P.C.

— Je veux rester avec vous, me dit-il.

— D'accord, tu feras équipe avec Ali, tu me serviras d'interprète. Où es-tu allé à l'école ?

— A Michelet. J'ai mon certificat d'études.

— Que veux-tu faire lorsque la guerre sera finie ?

— Je veux être gendarme.

— C'est facile. Tu passeras d'abord ton brevet de parachutiste comme tes camarades. Tu resteras pendant un an avec moi. Après, je verrai comment faire de toi un gendarme.

Ahmed était remarquablement intelligent. C'est pourquoi je l'emmenai à El-Milia.

Je voulais dès mon arrivée être ren- ▶

Doc. Trinquier



**◀ Le P.C. du secteur, dont les murs de protection seront abattus à la demande des hommes : « Si nous devons nous faire tuer, dirent-ils, que ce ne soit pas derrière un mur. »**

Doc. Trinquier



**Le colonel Trinquier ▶ distribue à un certain nombre de musulmans des cartes de chef d'îlot. Un cadeau empoisonné pour ces notables qui sont tous très compromis avec le F.L.N.**

## le percepteur d'El-Milia collecte auprès des commerçants la redeva

seigné sur l'état d'esprit des populations du secteur et particulièrement sur celle du chef-lieu. Je procurai à Ahmed des papiers F.L.N. et lui achetai une 203 pour lui permettre de s'installer comme chauffeur de taxi à El-Milia. Ainsi, il pourrait circuler dans toute la région et recueillir de précieux renseignements.

Il réussit sans difficulté à entrer dans la corporation des chauffeurs de taxi, puis il revint à Alger à mon retour de France.

— Tout le monde est fellagha dans ce secteur, me dit-il. La route n'est ouverte qu'une fois par semaine, mais les taxis et les autobus circulent en permanence entre El-Milia et Constantine. Ils sont régulièrement contrôlés par des postes fellaghas en des points précis sauf les jours où la route est ouverte. Les taxis font tous leurs transports. Pour ma part, j'ai transporté la semaine dernière 200 paires de pataugas qui m'ont été livrées à Constantine pour une katiba d'El-Milia.

» Tous les commerçants paient la taxe au F.L.N. Ils donnent en général tout ce qu'ils gagnent au-dessus de 20 000 francs. C'est le percepteur d'El-Milia qui collecte les fonds et les remet tous les mois au F.L.N. Moi-même, j'ai été taxé pour 20 000 francs.

### La nuit, personne ne circulait

Je n'avais pas besoin d'en savoir davantage.

El-Milia était une petite sous-préfecture du Nord constantinois située dans la vallée de l'oued Kébir, enserrée dans des montagnes couvertes pour la plupart de forêts inextricables. Un vrai repaire de chef de bande. Il y avait peu d'Européens, deux cafés-restaurants, deux ou trois colons, quelques fonctionnaires de la sous-préfecture et quelques instituteurs. Tous les commerçants étaient musulmans.



Doc. Trinquier



Doc. Trinquier

Trinquier s'adresse aux chefs d'îlot, au lendemain de l'assassinat du juge de paix. Les hommes s'attendent au pire : les paras ne passent pas pour des tendres. Mais Trinquier leur parlera de collaboration et de paix.

Comme tous les commandants de secteur depuis le retour du général de Gaulle je détenais les pouvoirs civil et militaire. J'allais partager le logement de la sous-préfecture avec le sous-préfet, qui devenait mon adjoint pour les affaires civiles.

La sous-préfecture était entourée d'un épais réseau de barbelés. On y entrait par une chicane fermée par un cheval de frise. Le P.C. du secteur était enfermé dans des murs de 3 mètres de hauteur. La nuit, personne ne circulait dans les rues.

Le lendemain de mon arrivée, mon petit groupe de parachutistes me demanda d'abattre les murs qui entouraient le P.C. et qui rendaient l'atmosphère irrespirable.

Doc. Trinquier



◀ Le colonel Trinquier en opération aux environs de la mechta Tarzous, en novembre 1959. A sa gauche, treillis et lunettes noires, le sous-préfet Escoffier : il se passionnera pour l'œuvre entreprise par Trinquier.

## ...ce imposée par le F.L.N.

◀ **Musulmans et gendarmes patrouillent de concert, la nuit, dans les rues. A la suite des mesures énergiques prises par Trinquier, la sécurité reviendra dans la ville.**

Deux jours après, les murs avaient disparu.

Le soir même, je donnai l'ordre d'arrêter, à 4 heures du matin, tous les chauffeurs de taxi — une douzaine. Je les attendais à mon bureau, à 5 heures, avec le capitaine Renauld et Ahmed. Lorsqu'ils furent tous rassemblés, je leur dis en substance ceci :

— Je voulais vous voir dès mon arrivée. Si je le fais si tôt c'est pour ne pas vous faire perdre une journée... Vous connaissez Ahmed. Je sais que vous travaillez tous pour le F.L.N.

Ils me regardèrent, anxieux, et restèrent muets.

— C'est grave, je pourrais vous faire arrêter tous... Pourtant je vous laisse en liberté. Vous allez continuer à travailler comme par le passé, sans rien changer à vos habitudes, parce que je sais que si vous n'exécutiez pas les ordres du F.L.N., il vous tuerait et qu'actuellement je ne peux pas vous protéger. Mais bientôt, je le pourrai. Alors il faudra cesser.

### Une convocation attendue

Etonnés de ce qui venait de leur arriver, ils quittèrent le bureau sans avoir prononcé un mot.

Le lendemain, je convoquai le commerçant le plus riche de la ville.

— Vous versez chaque mois au F.L.N. tout ce que vous gagnez au-dessus de 20 000 francs.

Il savait que je savais. Il n'essaya pas de nier.

— Alors, vous-même, combien versez-vous ?

— Il m'arrive certains mois de verser plus de 100 000 francs, c'est-à-dire presque tout ce que je gagne. C'est le F.L.N. qui fixe la somme. Sous peine de mort, nous devons payer. Je voudrais fermer ma boutique et partir. J'ai des parents à Constantine qui me recevraient. Mais c'est impossible. Tous les commerçants de la ville sont comme moi.

— Je sais. Pour le moment, nous n'y pouvons rien. Mais bientôt j'aurai des moyens considérables. Nous réglerons leur sort aux fellaghas. Il faudra m'aider. Dans quelques jours, je vous dirai comment.

Je lui serrai la main et il partit.

Je savais par Ahmed que les harkis cantonnés en bordure de la ville s'apprêtaient à déserter en emportant leur armement et après s'être livrés, au cours de la nuit, au maximum de méfaits. Au lever du jour, je fis bloquer leur casernement par le commando de chasse, la meilleure unité du secteur. Quelques hommes entrèrent dans les chambrées et s'emparèrent des armes. Puis je rassemblai tous les harkis dans la cour.

— Je vais vous payer votre solde jusqu'à aujourd'hui inclus. A midi, vous prendrez l'autobus de Constantine. Vous pourrez descendre en cours de route dans le village de votre choix. Vous êtes tous démobilisés.

Leur chef, au courant du complot qui se tramait, ne demanda aucune explication. Il avait compris.

Quelques jours après, je les remplaçai par des harkis fidèles recrutés dans l'Ouarsenis par le bachagha Boualem.

Puis je rassemblai les officiers du secteur pour leur exposer le plan de pacification que j'allais mettre en œuvre.

La plupart des capitaines et des officiers supérieurs étaient âgés. Venus de la Résistance, ils avaient depuis longtemps perdu la vigueur physique et le dynamisme auxquels ils devaient leur premier galon d'officier. Cependant, certains étaient jeunes, surtout parmi les officiers de réserve qui accomplissaient leur service légal. Ils étaient, j'en suis sûr, des éléments de valeur sur lesquels je pourrais compter.

Je voulais d'abord contrôler la ville d'El-Milia et la soustraire à l'influence du F.L.N. J'expliquai aux officiers le système de contrôle des populations mis en place pendant la « bataille d'Alger ».

J'avais la chance d'avoir à El-Milia le capitaine Chardon et ses escadrons de gardes mobiles (1). Il avait dirigé les opérations de recensement de la Casbah, à Alger. El-Milia ne serait qu'un jeu pour ses gendarmes.



Doc. Trinquier

**Mars 1960 : deuxième « tournée des popotes » du général. Avec le colonel Trinquier, il discute de la pacification. C'est lors de ce voyage qu'il dira : « Quel sera le destin de l'Algérie ? Je ne peux encore le dire. »**

(1) Escadron de Gap (Hautes-Alpes).

*(Suite page 2184)*





A Beni-Abbès, fête de la naissance de Mahomet. La tradition place sa naissance dans l'année de l'Éléphant, pendant laquelle Abraha, vice-roi éthiopien du Yémen, lança contre La Mecque une expédition malheureuse. Cette année serait 571 ou 570.

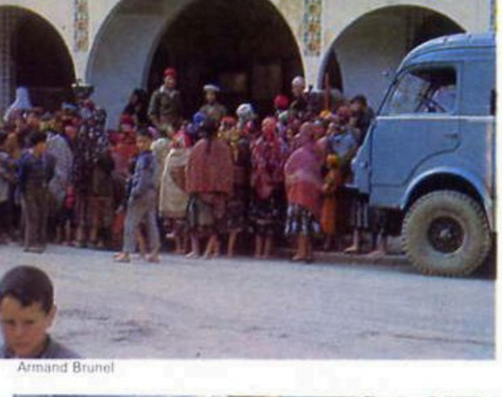



◀ A El-Milia, l'arrêt de l'autobus. Même au temps où le F.L.N. était roi dans la région, jamais les autobus et les taxis ne cessèrent de circuler normalement. A cela, une explication fort simple : chauffeurs et propriétaires payaient une très forte redevance au F.L.N. Sur les routes, ils étaient contrôlés régulièrement par des postes ennemis, en des points précis.


Armand Brunel



La S.A.S. d'El-Milia. ▶ Au fil des années, les S.A.S. se sont multipliées en Algérie. A leur tête, un officier connaissant le milieu musulman et qui doit répondre à tous les besoins de la population locale. Une tâche très lourde. L'officier S.A.S. relève du sous-préfet et travaille en liaison étroite avec le commandant de compagnie voisin.


Armand Brunel

# les chefs d'îlot déchirent leur carte

*(Suite de la page 2181)*

Simultanément aux opérations de recensement je fis entourer la ville d'un puissant réseau de barbelés. Il était flanqué de blockhaus de protection, éclairé la nuit, avec seulement trois sorties gardées correspondant aux trois routes principales. Le réseau était placé sous la responsabilité des habitants les plus proches.

En quelques jours, il fut impossible d'entrer dans la ville ou d'en sortir sans montrer le certificat de recensement établi par les gardes mobiles et portant le numéro de chaque individu.

La désignation des chefs de famille et de groupe de maisons s'était faite comme à Alger, sans difficultés. Celles-ci allaient commencer — je le pressentais — avec la désignation des chefs d'îlot (18 à El-Milia). Je voulais, pour cette fonction importante — appliquant un principe qui avait fait ses preuves —, ne désigner que les habitants les plus compromis avec le F.L.N. et ayant une situation assise dans la ville. Il fallut donc plusieurs jours pour les détecter.

Je les convoquai un après-midi à la préfecture pour leur remettre leur carte (semblable à celle du D.P.U. d'Alger) et leur expliquer ce que j'attendais d'eux. Je remis les premières et laissai mes officiers adjoints terminer l'opération.

Dans l'heure qui suivit ils vinrent me rendre compte que tous les chefs d'îlot avaient déchiré leur carte et refusaient en bloc d'assumer les fonctions qui leur étaient assignées.

— Votre système ne marchera pas, me dirent-ils, découragés.

— Si... Ils accepteront tous demain. Vous verrez. Allez chercher M. X... C'est le responsable du F.L.N. à El-Milia. Vous me laisserez seul avec lui.

Quelques instants plus tard, M. X... était dans mon bureau, assez inquiet de cette convocation inattendue.

Après l'avoir salué et invité à s'asseoir, je lui dis en substance ceci :

— Vous êtes une des personnalités les plus importantes de la ville. J'ai besoin de votre concours. Il faut que demain, à 17 heures, tous les chefs d'îlot soient à la préfecture et prennent leur carte. Ensuite, vous et moi nous leur expliquerons ce que nous attendons d'eux.


P. Coudeyre

◀ Une rue d'El-Milia. Sur les murs des maisons, des lettres et des chiffres. Chaque maison a été soigneusement numérotée, chaque famille recensée par les gardes mobiles du capitaine Chardon, selon l'ordre donné par le commandant en chef, ordre valable pour toute l'Algérie. Ainsi, le commandant de secteur peut, bien plus facilement, contrôler les habitants.



Biot/Paris-Match

◀ De Gaulle à Catinat, au cours de sa deuxième « tournée des popotes ». Il n'a emmené avec lui de Paris que quelques collaborateurs auxquels se sont joints, à Alger, Delouvrier et le commandant en chef, le général Challe.

— C'est impossible, me dit-il. Personne ne m'obéira. Il n'y a aucune raison pour qu'ils m'obéissent.

— Si... Vous êtes, à El-Milia, le responsable du F.L.N.

Il accusa le coup, sans répondre.

— Ils ont l'habitude de vous obéir, ils le feront... Si demain, à 17 heures, ils n'étaient pas tous avec vous à la sous-préfecture, vous prendriez une grande responsabilité. Etant donné vos relations avec le F.L.N. je serais obligé de vous faire arrêter. Vous allez sûrement vous enfuir quand vous verrez les gendarmes et ne répondrez pas à leurs sommations. Ils tireront sur vous ; je ne pourrai que déplorer votre mort et en rendre compte. Ce serait dommage pour vous et pour vos compatriotes auxquels vous avez beaucoup de services à rendre. Dès la sortie du bureau, vous allez être surveillé, votre maison aussi. Alors ?

Etant donné la réputation que la presse avait faite aux parachutistes, j'étais assuré que cette simple menace suffirait à le décider.

Il réfléchit quelques instants...

— Alors, me dit-il, je serai demain à la préfecture avec tous les chefs d'îlot. Ils prendront leur carte... Mais ce faisant, je signe ma condamnation à mort. Le F.L.N. me tuera. Est-ce que vous pourrez me protéger ?

— Vous serez protégé autant que je le suis moi-même. Vous n'avez donc rien à craindre. C'est mon rôle d'assurer la sécurité de tous les habitants.

Le lendemain tous les chefs d'îlot étaient à la sous-préfecture. Je leur expliquai que, désormais, ils seraient responsables dans leur îlot de l'exécution des consignes que je donnerais à la population. En particulier, ils devraient signaler tout individu qui s'introduirait dans leur îlot sans avoir été au préalable recensé.

Puis, chaque semaine, je les réunis à la mairie. Ils constituaient, en fait, un véritable conseil municipal qui débattait librement de toutes les affaires de la commune. Ils me tenaient régulièrement informé de leurs besoins et de ceux de la population. Ils me renseignaient sur les réactions des habitants.

Je leur expliquai la nécessité des mesures, souvent sévères, prises pour assurer leur sécurité. Je les tins au courant des résultats des opérations. Ils suivaient ainsi avec le plus grand intérêt les progrès de la pacification.

## Détruire les bandes...

— Je vous traite durement, leur disais-je souvent. Mais c'est nécessaire pour nous débarrasser entièrement de l'emprise du F.L.N. et pour que vous deveniez des hommes libres. Dans quelques mois, lorsque la pacification sera terminée, vous voterez. Vous le ferez librement, suivant votre seule conscience. Ni l'administration, ni moi-même, ni le F.L.N. ne ferons sur vous la moindre pression. Il n'y aura pas de tricherie. C'est ce que veut le général de Gaulle. Il a dit que, la paix revenue, vous décideriez vous-mêmes du sort de votre pays. Ici, à El-Milia, je m'en porte garant auprès de vous.

C'est cette promesse solennelle faite au nom de la France qui les attacha le plus à moi et qui fit qu'après les quelques hésitations du début ils m'apportèrent, en toute connaissance de cause, la plus entière et la plus sincère des collaborations.

Cette promesse avait engagé l'armée, en contact permanent avec la population, et toute la nation.

El-Milia était un secteur de montagnes couvertes de forêts inextricables. Il était illusoire dans un tel terrain d'espérer détruire les bandes par les opérations classiques.

Mais le pays était très pauvre, les unités rebelles ne pouvaient subsister ▶



Armand Brunel

Les environs d'El-Milia. Grâce à l'action intensive menée par le colonel Trinquier et ses hommes, la route d'El-Milia à Constantine demeure ouverte en permanence et les convois de protection sont devenus inutiles. Néanmoins, toute trace de rébellion n'a pas entièrement disparu et les soldats restent vigilants. ▶



Privat

◄ Cueillette des olives. Affamer les unités de l'A.L.N. est le principal objectif du colonel Trinquier quand il invite la population d'El-Milia à aller faire la récolte des olives dans les zones qu'il ne peut contrôler.

## après les hommes, ce fut au tour des animaux

qu'en prélevant d'importantes quantités de vivres sur les populations, ou en les faisant venir de Constantine par la route.

J'établis d'abord à El-Milia un strict contrôle de toutes les denrées alimentaires. Des cartes d'alimentation furent établies pour tous les habitants, les rations étant fixées avec les chefs d'îlot. Dès lors, rien ne put entrer dans la ville ni en sortir sans l'accord du bureau de contrôle organisé par les gardes mobiles.

### Une plaquette à l'oreille

Après les habitants, tout le cheptel fut recensé. Tous les animaux furent marqués sur la fesse gauche de la lettre de la ville et portèrent à une oreille une petite plaquette portant le numéro minéralogique du propriétaire. Tous les animaux non recensés étaient confisqués.

Les commandants des quartiers d'El-Hanser et de Catinat appliquèrent les mêmes méthodes. Ainsi, en moins de deux mois, la moitié de la population du secteur était recensée et la circulation des denrées alimentaires contrôlée.

La principale ressource des rebelles était les olives, base de leur nourriture et qui servait de monnaie d'échange. Dès octobre, j'organisai une opération pour ramasser toutes les olives des oliveraies qui échappaient à notre contrôle.

Pendant deux semaines, sous la protection de deux bataillons, j'invitai la population d'El-Milia à en faire la cueillette pour son propre compte. Ce fut une ruée de tous les habitants sur les oliveraies. Des tonnes d'olives furent ainsi ramassées, puis transportées par camions militaires à El-Milia dans des sacs étiquetés au nom des ramasseurs. Ils pouvaient s'en servir pour leur usage personnel, ou les vendre, mais seulement à Constantine, où l'armée les leur transportait gratuitement.

Tous les animaux — chèvres, moutons, chevaux, mulets — furent ramenés à El-Milia et rendus dans les jours suivants à tous ceux qui vinrent les réclamer. Les autres furent répartis entre les familles qui commençaient à se regrouper dans le périmètre de sécurité de la ville.

Les populations isolées, privées d'une partie importante de leurs ressources, furent invitées à rejoindre El-Milia, El-Hanser ou Catinat, où des logements furent aménagés ou construits pour les recevoir. Des terres abandonnées dans la vallée par leurs propriétaires leur furent attribuées. Les familles regroupées disposèrent ainsi de plus de terres cultivables qu'elles n'en avaient jamais possédé. Elles s'habituèrent très vite à la ville et aux petits avantages qu'elle procurait, en particulier la sécurité. Elles ne sont sans doute jamais retournées dans leurs anciens villages de montagne.

### Un bilan intéressant

Ainsi, à la fin de 1959, lorsque le général Challe décida d'appliquer son effort dans le Nord constantinois, le secteur d'El-Milia était prêt à recevoir les unités d'intervention promises. Trois régiments furent mis à sa disposition : le 8e R.P.I.Ma., le 14e R.C.P. (parachutistes) et le 3e R.E.I. (légion).

Ils s'installèrent à demeure dans les zones que les troupes du secteur n'avaient pu atteindre. Ils continuèrent essentiellement le recensement méthodique des populations et le contrôle des denrées alimentaires.

Les moutons. Du nord au sud de l'Algérie, ils ► représentent souvent la seule richesse des musulmans. A El-Milia, ils seront recensés, ainsi que le reste du cheptel, et marqués à la cuisse et à l'oreille gauches.

La population fut regroupée dans quelques villages fortifiés entourés d'un réseau de barbelés pour interdire tout contact entre les habitants et le F.L.N. Des habitants furent armés pour leur permettre de participer à leur propre sécurité. Ce ne fut qu'un jeu pour notre service de renseignements de détecter les éléments subversifs que le F.L.N. tentait d'introduire dans les villages regroupés.

Dès lors, les bandes armées, coupées de la population, sans ressources, sans renseignements, affamées, se divisèrent en petits groupes pour tenter de survivre, ou quittèrent le secteur. Elles devinrent une proie facile pour les unités d'intervention. Elles tombèrent le plus souvent dans les nombreuses embuscades tendues chaque nuit sur l'ensemble du secteur, sans qu'il fût nécessaire de monter contre elle des opérations engageant des effectifs importants.

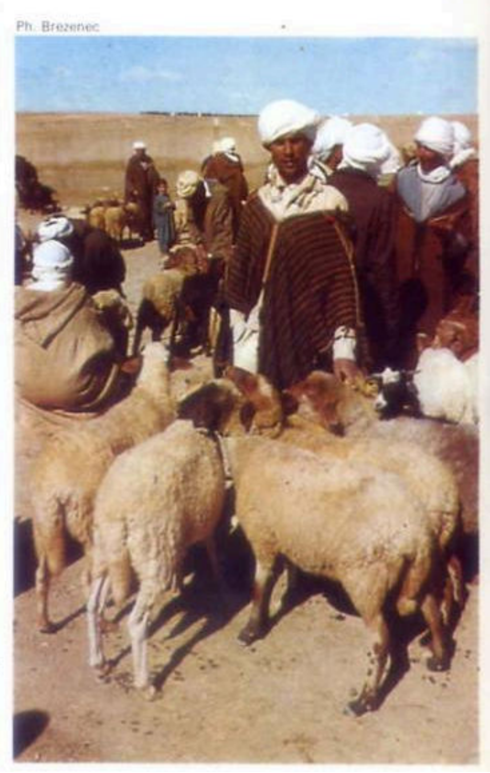
A la fin du mois de juin, le bilan des pertes subies par le F.L.N. dans le secteur d'El-Milia était le suivant : 400 rebelles tués, 200 rebelles faits prisonniers, 270 armes récupérées, dont 15 armes collectives.

Nos pertes étaient insignifiantes.

La route d'El-Milia à Constantine était ouverte en permanence, les convois de protection, devenus inutiles, furent supprimés. La paix était revenue. La voie était ouverte pour développer dans ce secteur pauvre et très éprouvé l'action sociale déjà commencée. H

**Colonel R. TRINQUIER**

Ph. Brezenec



# LE GÉNÉRAL MASSU "VIDE SON SAC"



Cournière Charles/Paris-Match

**Massu : « Les raisons de mon influence sur les Algérois sont claires, écrira-t-il, la « bataille d'Alger », le 13 Mai, le fait que nous ayons en commun le même idéal, les mêmes espoirs, que je les comprends, les aime, et qu'ils le savent. » Son départ provoquera le drame.**

En ce début d'année 1960, le drame couve sous la cendre, à Alger. En l'espace de quelques semaines, les esprits ont été « matraqués » à deux reprises par les prises de position du général de Gaulle sur le problème algérien : le 16 septembre 1959, lorsque, s'adressant à la nation, le chef de l'Etat a fait déboucher le destin politique de l'Algérie sur trois options de l'autodétermination : la sécession, la francisation, l'association ; le 10 novembre suivant, quand, au cours d'une conférence de presse, le président de la République, rappelant les progrès de la pacification et mettant l'accent sur le développement économique des départements du Tell et du Sahara, a laissé entendre que sa



Habans/Paris-Match

Massu en opération. Avant d'être nommé commandant du corps d'armée d'Alger, le général Massu était à la tête de la 10ᵉ division de paras et était chargé du maintien de l'ordre dans la zone nord-algéroise.



Le camp du célèbre commando « Georges », mis sur pied par le colonel Bigeard et composé presque exclusivement de *djounoud* ralliés dont certains ont retrouvé les galons qu'ils avaient gagnés dans les rangs de l'A.L.N.

## "vous savez que, jusqu'à présent, je n'ai eu que des emm... avec les journalistes"

préférence allait à la formule d'une Algérie algérienne associée à la France.

Le premier discours avait été prononcé peu après un voyage effectué par le général de Gaulle dans quatre secteurs opérationnels. A Saïda, fief du colonel Bigeard, ce dernier avait dressé un éloquent bilan des troupes de la 4ᵉ D.I.M. placée sous ses ordres avec les fameux commandos « Georges » et « Cobra » constitués en majeure partie avec des rebelles ralliés dont certains avaient reçu les galons d'aspirant.

Le général de Gaulle en avait décoré plusieurs de la croix de la valeur militaire. Fin août, les forces françaises du secteur n'avaient en face d'elles, dans la zone 6, que des « queues de katiba », au total 95 fellaghas armés de 110 fusils de guerre ou de chasse. L'organisation politico-administrative, l'O.P.A., du F.L.N. avait été détruite à 75 %. Ces chiffres venaient d'être confirmés par deux documents signés par le lieutenant A.L.N. Bouchkhi, adjoint régional de la zone 6, et par le lieutenant Ali Lahcène, adjoint militaire de la même zone.

Au cours de cette nouvelle « tournée des popotes », le général Challe, commandant en chef, avait confirmé, pour l'ensemble du territoire, les résultats positifs obtenus par les forces chargées du maintien de l'ordre et il avait ajouté : « Il faut décapiter l'O.P.A. périodiquement. Si la population participe à notre lutte, la rébellion ne pourra survivre. » Et le général de Gaulle avait répondu : « Oui ! L'œuvre de pacification doit être achevée. Mais l'ère de l'administration des Algériens par des Européens est révolue. »

C'est dans ce contexte que vient se placer l'affaire Kempski-Massu. Dans les récents propos du chef de l'Etat, certains grands chefs militaires à la fois gaullistes et partisans de l'Algérie française ne voient qu'une manœuvre habile du « grand Charles » destinée à rassurer l'opinion étrangère, en particulier les milieux de l'O.N.U. Challe et Massu sont de ceux-là. Ils le laissent entendre à leurs subordonnés. Mais la grande masse des pieds-noirs et celle, encore plus nombreuse, des musulmans des villes et du bled ne savent que penser. Seuls les militants activistes européens restent sur leurs gardes. Ils attendent l'un des leurs, chargé de liaison entre Alger et la métropole, Mᵉ Biaggi.

Le 12 janvier 1960, le général Massu, qui commande le corps d'armée d'Alger,

R. Bail

Les hommes de Bigeard en opération. En août 1959, de Gaulle avait rendu visite à Bigeard à Saïda et, après avoir bu le rituel thé à la menthe, décora les musulmans du commando « Georges ».

R. Bail

voit entrer dans son bureau le capitaine Hautechaud, responsable, au sein de son état-major, des relations extérieures, qui vient lui annoncer qu'un journaliste allemand du nom de Hans Ulrich Kempski serait désireux d'avoir un entretien avec lui. Cette demande d'interview, précise le « public relations », est appuyée par le général Challe et le cabinet de Paul Delouvrier. Kempski a, jusque-là, écrit des articles peu favorables sur la présence française en Algérie. En revanche, il a eu de nombreux contacts avec les responsables de la rébellion.

## L'ancien para de la Luftwaffe

Il a servi dans les troupes aéroportées de la Luftwaffe pendant la seconde guerre mondiale, notamment en Crète, et c'est en qualité d'ancien para qu'il voudrait rencontrer le général parachutiste.

Massu, le baroudeur colonial, le tacticien de choc de la division Leclerc et le stratège de la 10ᵉ division aéroportée, n'aime pas les journalistes ; il se méfie de sa propre franchise et de la brusquerie de son langage, souvent mal interprété par ceux qui ne le connaissent pas. Recevoir ce grand reporter allemand ne l'enchante pas. Mais le capitaine insiste. Challe a déjà rencontré Kempski, fortement recommandé par le ministère français des Affaires étrangères et par notre ambassadeur en Allemagne fédérale. Massu hésite toujours mais, deux jours plus tard, il rencontre le commandant en chef au cours d'une réception et les deux généraux en viennent à parler de l'interview sollicitée. Finalement, le chef du corps d'armée d'Alger finit par lâcher : « Vous savez que jusqu'à présent je n'ai eu que des emm... avec les journalistes. Mais puisque l'on insiste tellement en haut lieu pour que je reçoive celui-là, je vais trouver quelques instants pour le faire... »

La rencontre entre les deux hommes a lieu. Massu a eu confirmation, entre-temps, par son 5ᵉ bureau, que le voyage du journaliste a été organisé selon la procédure habituelle : la recommandation de l'ambassade française à Bonn a été transmise au ministère des Affaires étrangères, qui l'a examinée et transmise au secrétariat d'Etat aux Affaires algériennes. Guillaumat, ministre des Armées, est aussi tenu informé. Le délégué général, ainsi que le commandant en chef en Algérie ont donné leur feu vert et le général Challe, qui avait reçu Kempski et lui avait déclaré : « N'oubliez pas que nous, l'armée, nous sommes en Algérie et que nous ne la quitterons jamais ! » ▶

R. Bail



Le commando « Georges » : de beaux tableaux de chasse. Toutefois, Challe avouera que Bigeard, malgré son efficacité, « n'était cependant pas encore parvenu à rétablir la confiance totale dans la population ». ▶




# à Paris comme dans le monde entier, les parole

◄ Massu. Après son entrevue avec Kempski, il dira à sa femme : « Pour une fois, je viens de voir un journaliste sympathique. C'est un para et il en a la franchise. »

avait désigné le commandant Jean Klaus pour servir d'interprète.

Voici, selon Kempski, chef des services de reportage du *Süddeutsche Zeitung* de Munich, comment s'est déroulé l'entretien.

Le journaliste allemand, qui, dans son préambule, présente son interlocuteur comme le « porte-parole des milieux militaires d'Algérie qui éprouvent un mécontentement croissant à l'égard de la politique du président de Gaulle », demande en premier lieu quel est le souci majeur de l'armée. Réponse de Massu : « Que le gouvernement nous aide à voir clair dans l'avenir afin que nous parvenions à maintenir l'Algérie française. »

KEMPSKI. — Le président de Gaulle doit avoir des conceptions nettes à ce sujet ?

MASSU. — Je n'en sais rien. Et s'il en a une, ce n'est certainement pas la nôtre. De Gaulle ne comprend pas les musulmans. Si nous continuons ainsi, on interprétera notre attitude comme une faiblesse.

Le reporter est habile. Il a déjà obtenu des interviews de Khrouchtchev, de Chou En Lai, d'Adenauer. Il veut amener Massu à en dire plus et n'hésite pas, dira-t-il plus tard, à se faire « l'avocat du diable ». Aussi le jeu des questions et des réponses va-t-il se poursuivre, par l'intermédiaire du commandant Jean Klaus, pendant près d'une heure. Kempski prend des notes sur son carnet. S'il a un magnétophone sur lui, comme on devait l'apprendre plus tard, l'instrument est bien camouflé.

A une question sur la manière de combattre efficacement la rébellion, le général répond :

— L'A.L.N. ne peut être combattue efficacement que par l'établissement, dans l'ensemble de l'Algérie, de tribunaux d'exception ayant le pouvoir de prononcer des jugements dont la sévérité s'écartera de la législation française habituelle. Toutes les demandes d'appel contre un jugement ne devront plus être soumises à Paris mais traitées en Algérie. C'est là la seule solution pour combattre le F.L.N. Les demandes formulées dans ce sens par l'armée ont échoué jusqu'à présent parce que Paris n'a jamais eu à conduire une telle guerre. Pour encourager les musulmans amis de la France à résister aux rebelles, il faudrait leur distribuer de grands territoires de forêts comme propriété privée. Les hommes ont faim et il faut aussi résoudre ce problème.

KEMPSKI. — L'armée d'Algérie a-t-elle le pouvoir d'imposer ses conceptions en ce qui concerne la conduite de la guerre ?

MASSU. — L'armée a la force et si elle ne l'a pas montrée jusqu'à présent, c'est parce que l'occasion ne s'en est pas encore présentée. Mais elle le fera si la situation l'exige. *Nous ne comprenons plus la politique du président de Gaulle.* L'armée n'a pas pu prévoir qu'il pratiquerait une telle politique. Cela ne vaut pas seulement pour la politique algérienne du président dont le plan de Constantine, approuvé par l'armée, paraît sans objet depuis qu'il est devenu évident que les peuples africains ne songent à utiliser l'autodétermination qui leur est accordée que pour quitter tôt ou tard la Communauté française. *Notre plus grande déception a été de voir le général de Gaulle devenir un homme de la gauche.*

KEMPSKI. — C'est pourtant vous et vos amis qui l'avez appelé au pouvoir au moment du 13 Mai.

MASSU. — De Gaulle était le seul homme à notre disposition. L'armée a peut-être commis une faute.

KEMPSKI. — Connaissez-vous actuellement une personnalité capable de succéder au général de Gaulle ?

MASSU. — La première question à poser est : quand le successeur de De Gaulle viendra-t-il ?

KEMPSKI (faisant allusion à la constitution du D.P.U. : dispositif de protection urbaine du colonel Trinquier). — Est-il exact que l'armée incite les Européens à constituer des organisations paramilitaires et se déclare prête à leur remettre des armes ?

MASSU. — Le général de Gaulle ne verrait pas cela d'un bon œil mais, pratiquement, cela se fait.

KEMPSKI. — L'armée obéira-t-elle sans réserve à chaque consigne de De Gaulle ?

A cette question qui, manifestement, l'embarrasse, lui, le vieux grognard fidèle des Forces françaises libres, Massu, selon le journaliste, tergiverse pour finalement déclarer : « Moi-même et la majorité des officiers chargés d'un commandement, n'exécuterons pas inconditionnellement les ordres du chef de l'Etat. »

C'est sous cette forme que le journal de Munich publie la rencontre de son envoyé spécial avec le commandant du



R. B.
Meubles brevetés
VITRIFIÉS
En exclusivité :
47, RUE SADI-CARNOT – ALGER

L'ÉCHO D'ALGER

Samedi 23 janvier 1960

0,25 NF

LE GÉNÉRAL MASSU, RELEVÉ DE SON COMMANDEMENT

ne reviendra pas A ALGER

Il est remplacé par le général Crépin

Conférence sur l'Algérie :
La politique du 16 septembre ne sera pas modifiée

• Procédures exceptionnelles pour la répression accélérée des attentats et du terrorisme
• Conseils généraux d'Algérie renouvelés avant la fin de 1960
• Constitution ultérieure de commissions d'élus pour "formuler des propositions"

Le général de Gaulle en Algérie, le 5 février

500 mineu
sont ensevel
dans une gale
en Afrique du S
AUCUN ESPOIR DE LES SA
Agenouillées devant la
les familles angoissées p

Berliet-Tén

La presse annonce le départ de Massu, que de Gaulle ► a convoqué à Paris pour qu'il s'expliquât sur les propos qu'il a tenus au journaliste allemand. Challe plaida la cause de Massu. Debré, Guillaumat et Delouvrier l'appuyèrent. En vain. De Gaulle demeura inflexible.


Camus/Paris-Match

◀ Le général Massu dans son bureau. Le général n'aime pas les journalistes et s'en méfie. Pour lui faire recevoir Kempski, il faudra des pressions peu ordinaires.

corps d'armée d'Alger. Une heure et demie plus tard, une agence de presse diffuse l'information à travers le monde entier. A Alger, les journalistes, alertés, tentent de joindre le général Massu à son domicile du boulevard Front-de-Mer et à son état-major. Mais le central téléphonique déclare invariablement : « Le général Massu ne répond pas. » Le général Challe, avisé par Paris, contacte aussitôt le cabinet de Delouvrier. La délégation générale communique, le lendemain matin, que « le général Massu n'a jamais accordé d'interview au journaliste allemand et qu'il a seulement accepté de le recevoir pour une conversation ».

A Paris comme dans le monde entier, l'interview va faire l'effet d'un pétard tombant dans un baril de poudre. Les retombées sont telles que certains se demandent déjà si l'affaire n'a pas été montée de toutes pièces à l'Elysée, où le général de Gaulle a délibérément fait savoir que le triptyque du 16 septembre 1959 était désormais réduit à une formule à deux volets : sécession ou association. Et comme le chef de l'Etat ne cache pas son désir de voir triompher la seconde option, certains pensent que les seuls obstacles sur la route de l'Algérie algérienne coopérant la main dans la main avec une France abandonnant tous ses droits de tutelle sont les chefs militaires qui s'obstinent contre vent et marée à croire possible la poursuite de la francisation. L'un des plus en vue et aussi le plus abrupt, qui faisait figure de héros légendaire après le succès de la « bataille d'Alger », a été choisi comme bouc émissaire. Voilà ce que disent les pieds-noirs, tant de fois échaudés depuis le 13 mai 1958.

## Une affaire classée

Mais de Gaulle ne croit pas que les Européens d'Algérie vont réagir comme ils avaient fait pour le départ de Soustelle. « Ce sont des lâches ! » dit-il à Cornut-Gentille venu le mettre en garde contre les réactions imprévisibles de la foule algéroise, tenue en main par les groupes activistes d'Ortiz et de Lagaillarde. Il veut le départ de Massu et son remplacement par un homme lige dont le nom est déjà sur beaucoup de lèvres : le général Crépin, polytechnicien et artilleur, sorti comme Massu de la 2e D.B. et, comme lui, compagnon de la Libération.

C'est de Matignon, en pleine nuit, que Michel Debré avait téléphoné au Q.G. de Challe. Le commandant en chef en Algérie avait à son tour réveillé Massu et ce dernier, à peine sorti des brumes du sommeil, avait affirmé que « c'était encore un coup à la c... d'un journaliste en mal de sensation ». Il démentira et ce sera une affaire classée. Challe est plus pessimiste. Il prévoit la suite : convocation à Paris des responsables civils et militaires. C'est effectivement ce que va ordonner le chef de l'Etat.

## A la recherche d'un démenti cinglant

Massu est appelé de toute urgence à Paris ainsi que Delouvrier, délégué général du gouvernement, Challe et les responsables civils et militaires des trois igamies. Au ministère des Armées, Delouvrier et Challe interviennent auprès de Guillaumat pour que Massu retourne à Alger, même après un sérieux « savon », car son limogeage peut faire couler le sang dans les rues de la capitale algérienne. Entre-temps, Massu peine à la recherche des difficiles formules d'un démenti cinglant. C'est alors qu'intervient le colonel Alain de Boissieu, gendre de De Gaulle, qui apprend à Challe un fait important qui devrait inciter Massu à la prudence : le chancelier Adenauer lui a fait savoir que Kempski avait pris la précaution d'enregistrer les termes de son entretien sur un magnétophone de poche du modèle « espion ». Mais le démenti est déjà lancé.

Massu arrive à Paris trop tard pour être reçu par le ministre des Armées. Ce n'est que le lendemain matin qu'il rencontre Pierre Guillaumat à qui il confirme les termes de son démenti diffusé l'avant-veille. Il reconnaît s'être longuement entretenu avec Kempski mais sans lui faire de déclarations officielles qui puissent engager l'armée. A l'issue de cet entretien, le ministère des Armées publie le texte suivant :

« Le général Massu, convoqué à Paris sur sa demande pour commenter son démenti à l'interview de M. Kempski, a demandé au ministre de faire passer le communiqué :

» 1. Sur la question de la justice en Algérie, il a aidé au maximum les travaux de la commission de magistrats et d'officiers généraux envoyée par M. Guillaumat pour adapter notre légalité républicaine à la guerre subversive. Il compte fermement que ces travaux auront des résultats concrets ;

» 2. Sur la question de la confiance ▶

# c'est dans un climat de malaise que se prépare la manifestation du dimanche 24 janvier

de la masse des musulmans dans le général de Gaulle, il est persuadé que les efforts du chef de l'Etat pour ramener la paix, principal souci des masses musulmanes, lui conservent cette confiance ;

» 3. Sur la question du malaise de l'armée, il n'a pas la prétention d'être son porte-parole. L'autorité du général Challe n'étant mise en question par personne en Algérie, il est lui-même, avec son corps d'armée, sans aucune réticence, derrière le commandant en chef, dont le prestige et la loyauté à l'égard du chef de l'Etat ne peuvent faire de doute. »

## Sans hésitation ni murmure

Sitôt ce communiqué diffusé, on affirmait dans les milieux du ministère des Armées que les explications du général Massu mettaient fin à l'incident. De son côté l'Hôtel Matignon déclarait qu'aucune entrevue entre le commandant du corps d'armée d'Alger et le premier ministre n'était envisagée.

On sait la suite : le commandant du corps d'armée d'Alger est mis sur la touche. Pendant quelques années, ses étoiles auront du mal à scintiller. Elles brilleront plus belles et plus nombreuses en Allemagne, pendant les journées de mai 1968. Mais en Algérie, en particulier à Alger, l'armée va se trouver devant la douloureuse alternative d'accepter sans hésitation ni murmure, comme l'exige le sacro-saint règlement de discipline militaire, le déplacement d'un chef estimé de ses hommes, de ses subordonnés, de ses pairs, de ses chefs, ou bien de rester solidaire des pieds-noirs et des musulmans fidèles auxquels elle a donné sa caution. Nombreux sont ceux qui estiment que l'autodétermination débouche fatalement sur l'indépendance.

C'est dans ce climat de malaise que se prépare la manifestation populaire du dimanche 24 janvier. Ce sera, dans l'esprit de ses organisateurs (Front national français, Comité d'entente des anciens combattants, Union générale des étudiants d'Algérie, etc.), la manière la plus efficace *de placer l'armée devant ses responsabilités et de démontrer à la face de la métropole, insouciante dans sa grande majorité, qu'Alger n'est pas près de suivre Paris dans la voie de l'abandon.*

Le général Crépin arrive à Alger comme prévu. Il aura autour de lui, pour l'assister dans les jours difficiles qui vont suivre et trouver leur aboutissement dans la « semaine des barricades » : le



Cohen-Agip



Ribeaud

*A gauche :* **Guillaumat, ministre des Armées.** *A droite :* **M<sup></sup>e Biaggi : il fait la liaison entre Paris et Alger.**

général Costes, commandant du Grand Alger, et le colonel Fonde, chef du secteur Alger-Sahel. Le chef d'état-major du général Challe est le colonel Georges de Boissieu (qu'il ne faut pas confondre avec le colonel Alain de Boissieu, gendre de De Gaulle). Le colonel parachutiste Godard est directeur de la Sûreté nationale pour l'ensemble de l'Algérie. Beaucoup de ces noms, de même que celui du général Gambiez, commandant le corps d'armée d'Oran, autre point chaud de l'Ouest algérien, reviendront à l'actualité, un an plus tard, au moment du putsch d'avril 1961. H

**Léo PALACIO**

**Le général Massu à Paris. Pour s'occuper, et songeant à de possibles activités ultérieures, il ira suivre des cours d'anglais à Berlitz et s'inscrira sous le nom de Masson.**

Habans/Paris-Match

Marguerite Sy

Kerzaz : ville sainte aux dunes splendides de la vallée de la Saoura. Aujourd'hui, les pillards n'émergent plus des vagues fauves de l'Erg. Mais le danger est toujours présent. Des pelotons de la C.S.I. de Kerzaz ont été accrochés par des maquisards. Il y a eu des morts...

# QUAND J'ÉTAIS SAHARIEN...



Manaut-Esquerdie

8-9 JUIN 1959 : opération d'Igli. Des pelotons de la C.S.I. de Kerzaz accrochent une caravane rebelle. Bilan : un butin de 12 chameaux, une tonne et demie d'armes (11 000 cartouches, grenades à main, à fusil, obus de mortier). A la C.S.I., quatre tués et six blessés, dont le lieutenant.

10 juin 1959 : à notre tour de partir en opération. Nous sommes réveillés au milieu de la nuit : à la compagnie, l'ordre est de ne prévenir qu'à la dernière minute afin que les musulmans ne puissent pas informer l'ennemi (néanmoins, on confie des armes automatiques à ces musulmans dont on se méfie tant).

Le peloton se met en route à 3 heures du matin. Biset, le sous-off, m'a placé ▶



Manaut-Esquieule

## la sueur jaillit du front, des bras, des cuisses... le sable s'agglutine à la crasse

tireur sur une mitrailleuse de 30, fixée sur un axe de jeep.

Première halte : Kerzaz. Ce nom voudrait dire péage, obole. Un marabout est, en effet, enterré là et les pèlerins font des « dons » au *shir*, gardien de son tombeau.

Le *shir* est une sorte de gérant de la zaouïa, l'auberge des pèlerins. La zaouïa, elle-même, est tenue par des domestiques noirs, qui nourrissent les fidèles.

Le pèlerinage est assez important, mais les bons musulmans ne sont pas obligés de le faire. Sa réputation est surtout locale : Saoura, Touat, Aïn-Sefra.

12 juin. Nous arrivons à Kerzaz-Na' Hya, puis au pied d'une dune. Immense pays désaffecté : les déménageurs célestes ont tout enlevé, il ne reste que la montagne, les pierres et le sable. Les dunes sont taillées à facettes creuses comme les pointes des flèches en silex. Au bout d'un temps, le corps se fait à la chaleur : une température torride pour la France paraît ici tempérée. On voit des paysages surprenants : entre deux montagnes, une sorte de baie marine et, au milieu, un arbre !

D'ailleurs, l'arbre est marqué ARBRE en majuscules sur les cartes : une particularité géographique aussi caractéristique que le delta du Nil en Égypte...

Le flou de la chaleur fait paraître le lointain des montagnes comme un océan – et pourtant, jusqu'à la mer (1 600 kilomètres), il n'y a guère que des cailloux.

### « Le sang des morts », prédit Dinar

Moment insupportable : la sieste de midi à 17 heures. A peine couché dans le camion, la sueur jaillit du front, des bras, des cuisses... Le sable s'agglutine à la crasse, car l'eau est bien trop précieuse pour qu'on se lave. J'essaye de m'allonger sur une bâche en slip, sous le chèche tendu de la tête aux pieds comme un linceul, à cause des mouches; mais il se colle tout de suite à moi, et je transpire trois fois plus...

Na'Hya, le puits, est un simple trou dans le sable devant la dune. Ce soir, il est très fréquenté : des Reguibat, aux cheveux noirs, aux traits fins soulignés d'un collier de barbe, en larges vêtements bleu ciel et turban bleu-noir, tirent à tour de rôle le *délou*, un seau au bout d'une corde pour emplir leurs *guerbas* (outres en peau de chèvre). Les chaambas du peloton les saluent en portant la main sur le cœur. Ces marques de déférence sont réciproques. Le fait de s'être étripé depuis des siècles n'ôte rien à la politesse saharienne. Il est évident que pour ces nomades – je ne dis pas ces primitifs –, ce qui importe le plus, c'est la considération que leur témoignent les autres, comme chez les petits bourgeois d'une quelconque petite banlieue française et comme, d'ailleurs, chez les ouvriers et les aristocrates. La courtoisie est une valeur sûre dans tous les milieux et dans tous les pays.

Un vent de sable se lève, mêlé de quelques gouttes de pluie. Tout le monde s'entortille la tête dans le chèche. On ne voit plus à un mètre. On est bombardé de grains de sable...

Avec la nuit, la tempête s'apaise. Dinar, un de nos plus habiles mécaniciens, me montre la lune entourée d'un halo rougeâtre : « Le sang des morts », me prédit-il.

13 juin. Guelta Daït-Neg'guer, où nous faisons le plein d'eau. Tout autour de la mare, j'aperçois des quantités de vestiges préhistoriques, ou des cailloux leur ressemblant beaucoup. Je ramasse

◀ **Le domaine du saharien : le désert. Une succession de grandes plaines saupoudrées de sel et semées de dunes, les unes blanches, les autres blondes – les plus anciennes – sculptées par le vent.**

**Des journées torrides, des nuits parfois glaciales. Dans le désert, le chameau est roi. Déjà, à l'époque byzantine, il était une bête de bât et un compagnon de guerre très apprécié. Comme de nos jours.** ▶

**Un Dodge dans les dunes. Véhicule moderne, pratique, véritable bonne à tout faire de l'armée, il semble toutefois qu'il ne soit pas particulièrement bien adapté pour les pistes sahariennes.** ▼

Manaut-Esquieule



Manaut-Esquieule

une « Vénus » de quelques centimètres de haut – vraie ou fausse – et des aiguilles creuses, dont les chas ont été probablement creusés par des vers, mais des vers depuis longtemps défunts ; au bordj, c'est la mode de collectionner les « ateliers chelléens », les râcloirs, les pointes de flèche et les hameçons en silex.

A la guelta, l'eau est verdâtre des déjections des chameaux. Ces aimables bestioles s'y baignent avec les goumiers, pendant qu'à deux pas nous remplissons tranquillement nos outres. A tant que faire, j'en profite pour me laver les dents. Les chameaux gueulent et s'ébrouent. Les chauffeurs font le plein des radiateurs.

Nos jeeps, équipées à la nomade, guerbas accrochées le long des côtés, sacs d'aouin (nouilles + nouilles = vivres), paquets de frusques, ont l'air d'insectes. Il serait difficile d'inventer un véhicule moins approprié au désert : ça chauffe, ça crève ses quatre pneus en cadence, ça brise ses lames de ressort, mais non sans vous avoir d'abord démoli les vertèbres.

Les chauffeurs ne sont pas peu fiers des performances de leurs « torpédos » adorées – mais moi, qui n'ai aucune dignité professionnelle, j'avoue que j'en ai marre de passer mon temps à sauter en l'air avec les caisses de grenades.

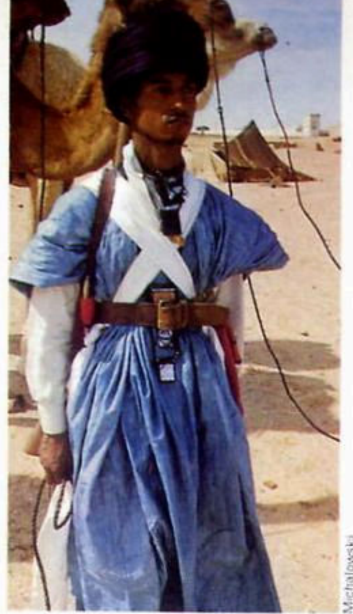
Les musulmans du peloton sont soldats comme je suis curé. Ce sont avant tout de bons paysans déguisés en chauffeurs militaires. Ben Ahmou possède trois maisons et quatre jardins à Timimoun. C'est un homme riche. Il paye 5 000 francs de loyer par mois. Il a plusieurs femmes et trois filles. C'est le « marzène » type. Il se rapproche beaucoup plus de ces fiers soldats que sont les gardes républicains qui sont aux premières lignes aux galas de l'Opéra que des « razzieurs » traditionnels. A le voir, on est convaincu que les craintes sur la rébellion des Ksour sont nettement exagérées. Il faudrait l'apparition d'une grande armée équipée d'un armement formidable pour le décider à basculer dans le clan fellagha, tout comme un certain nombre de personnes ne sont entrées dans la Résistance qu'après le débarquement.

Surpayé par la France, il n'a aucun intérêt à la lâcher. La situation se résume en deux chiffres : un « commissionné » de 2[e] classe illettré, 90 000 francs par mois ; un propriétaire de palmeraie, 30 000 francs (chiffres tirés d'un bulletin de liaison saharien).

D'un autre côté, ces commissionnés ▶


Humbert

A Timimoun, l' « oasis rouge », village et ksar dépendant des territoires militaires d'Aïn-Sefra, contrôle de l'état civil des populations.


Michalowski

Un Reguibat. Tous ne sont pas des nomades. 4 000 environ vivent à Tindouf.

## vingt-cinq crevaisons pour 800 kilomètres

ne tiennent nullement à « accrocher » les fellouzes. Sur qui pourraient-ils compter entre « frères » ? Lequel d'entre eux n'est pas un émissaire ou un espion du F.L.N. ? Lequel ne leur tirerait pas dans le dos si, au cours d'une opération, ils avaient le malheur de descendre un « frère » d'en face ? Et comment pourraient-ils se dédouaner en cas de victoire des fellaghas ?

Il faut bien avouer qu'il y a de quoi réfléchir : il n'y a pas d'exemple qu'à force de ménager la chèvre et le chou on ne prenne pas des coups du légume ou du ruminant.

Cette nuit, je monte la garde. Je tourne autour du peloton. Le bivouac ressemble tout à fait à la roue dentée, un des emblèmes de la compagnie. Chaque corps étendu figure un rayon et le feu de camp est le moyeu.

La lune se couche à 1 heure. Les astres sont rapides, ici : on les voit se lever, décliner, disparaître à toute allure, comme la vie.

15 juin. Tout le peloton jeep danse et rebondit sur la hamada. En cinq jours et 800 kilomètres abattus, nous avons crevé vingt-cinq fois. Ormeau, bavard pour la première fois, m'explique comment rouler en prenant le moins de risques : « Quand tu vois un caillou pointu, tu fonces droit dessus. Sans quoi, il te cogne sur le côté, qui est plus faible et plus échauffé, et ça fait boum ! »

Malgré la technique des chauffeurs, il y a toujours une jeep arrêtée : les insoucieux musulmans roulent tant que le véhicule est en état. Quand il ne l'est plus, ils attendent, nonchalamment appuyés au pare-brise, quand ce n'est pas carrément couchés à l'ombre de l'engin. Ils ne cherchent pas à apprendre à réparer : conduire leur suffit.

### Le « boujoum » de Lewis Carroll

Biset et Dédé, son chauffeur, se chargent de la plupart des dépannages. Dédé a appris à conduire au « Lido ». Il adore ça au point que les autres chauffeurs, déjà camionneurs professionnels dans le civil, l'ont appelé « le dépanneur ». Quant à Biset, le sous-off, il a fait la guerre d'Indochine dans les chars. Les rechanges de bord et les boîtes à outils n'ont plus de secret pour lui : il sait même que le « bout de ficelle ne pouvant servir à rien » rangé dans la boîte à outils par quelque grand-mère économe, ça sert à réparer les lames de ressort brisées.

Nous donnons la chasse à un ennemi qui est sans doute le « boujoum » de Lewis Carroll, l'auteur d'*Alice au pays des merveilles*. Il paraît qu'une bande de fellaghas de 80 à 120 hommes, chassés du Maroc, sévit... quelque part. Elle dispose d'un armement considérable. Ces jours derniers, sept fellouzes, disposant d'un F.M. et d'un P.M., ont tué quatre hommes, fait cinq prisonniers et ramassé, entre autre butin, 1 200 cartouches. Repérés dans une palmeraie par des avions de chasse, ils ont ouvert le feu sur eux avec un F.M. Un lieutenant a reçu, dans le cou, une balle qui, par miracle, a épargné carotide et trachée-artère.

– Des motos ! me crie Ben Ahmou, mon chauffeur, dans le vent de la course.

Des motards, au Sahara, en pleine rébellion ? Cela me paraissait plutôt étrange. Je voyais bien là-bas, au loin, quelques petites choses, des points blancs. Finalement, j'ai une illumination. « Ah ! des moutons ! » Ben Ahmou m'a fait la gueule, croyant que je mettais en cause la pureté de sa prononciation.

J'ai donc vu au Sahara un arbre et des moutons, mais pas de fellaghas...

16 juin. Nous sommes de retour à Timimoun. La vie de garnison, gardes et corvées, reprend. La devise, ici, c'est : « Doucement le matin, et le soir, pas trop vite. » Elle est appliquée à la lettre jusqu'au soir où, suivant le programme, en pleine séance de cinéma, deux pelotons furent rassemblés en hâte. L'opération reprenait. Départ dans la nuit. Retour quelques jours plus tard avec des morts et des blessés. H

**Jean ESCANDE**

Manaut-Esquieule



Le 11 novembre 1959 à Timimoun : compagnie ▶ saharienne et anciens combattants. La ville, qui est bâtie sur le ressaut nord du Tademaït, présente toutes les caractéristiques du style soudanais.

# HISTORIA magazine

Hebdomadaire
paraissant tous les lundis
Éditions Jules Tallandier
Directeur de la publication : *Maurice Dumoncel*
Directeur des périodiques : *Georges Mazoyer*

| | |
|---|---|
| Directeur : *Yves Courrière* | Dessinateur : *John Batchelor* |
| Conseiller auprès de la Direction : *Général Beaufre* | Fabrication : *Roger Brimeur* |
| Rédacteur en chef : *Jean Fontugne* | Secrétariat de la rédaction : *Brigitte Le Pelley Fonteny* |
| Adjoints : *Jacques Kohlmann*, *Liliane Crété* | Adjoint : *Charles Meyer* |
| Chef service photo : *François Wittmann* | Directeur de la promotion : *Jacques Jourquin* |
| Directeur des publications Historia : *Christian Melchior-Bonnet* | Assistantes : *Chantal de Pinsun*, *Françoise Rose* |
| Administration : *Christian Clerc* | Relations publiques : *Claude Bénédick* |
| Maquettiste : *Edmond Fréson* | Abonnements : *Jean-Loup Pellé* |

RÉDACTION-ADMINISTRATION :
**Librairie Jules TALLANDIER**
17, rue Remy-Dumoncel, PARIS-14ᵉ. **Tél. 707-17-89.**
Télex 21311. Publio Réf. 581.
Prix de vente au numéro : France, 3 F. – Belgique, 30 FB. Suisse, 3 FS.

**ABONNEMENTS**

**FRANCE :** 61, rue de la Tombe-Issoire, PARIS-14ᵉ. Tél. 707-17-89. CCP « HISTORIA MAGAZINE » Paris 2778-70 ou chez votre dépositaire.
**BELGIQUE :** S.A. FEMMES D'AUJOURD'HUI, 65, rue de Hennin. B 1050 BRUXELLES. - Tél. 47-69-29. CCP BRUXELLES 1882-34.

**Tarif :**
1° 6 mois - 24 numéros.
67 FF - 670 FB - 67 FS - Autres pays : 82 FF.
2° 1 an - 48 numéros.
123 FF - 1 230 FB - 123 FS - Autres pays : 153 FF.
3° 1 an - 48 numéros, 3 reliures dont 1 gratuite.
159 FF - 1 590 FB - 159 FS - Autres pays : 198 FF.
4° 2 ans - 96 numéros, 6 reliures dont 2 gratuites.
302 FF - 3 020 FB - 302 FS - Autres pays : 350 FF.

**RELIURES :**
FRANCE : 18 F chez tous les dépositaires ou Franco.
BELGIQUE : 195 FB chez les dépositaires ou auprès de l'A.M.P., 1, rue de la Petite-Ile, 1070-BRUXELLES CCP 416-69.
SUISSE : 18 FS chez tous les dépositaires.

**NOTE A NOS ABONNÉS :**
1° Les abonnements peuvent être pris à partir du nº 194 (nouvelle série Historia Magazine-Guerre d'Algérie) ou du numéro en cours.
2° Les souscripteurs au tarif nº 4 s'engagent pour la totalité de la collection. Ils ont la possibilité d'effectuer leur règlement en deux fois : à la souscription : 157 FF - 1 570 FB - 157 FS - Autres pays 180 FF ; au 48ᵉ numéro : 157 FF - 1 570 FB - 157 FS - Autres pays 180 FF.
3° Tout souscripteur ayant choisi notre tarif avec reliure recevra avec ses premiers numéros les 3 reliures nécessaires pour relier 48 numéros.
4° La publication est hebdomadaire, mais en juillet et en août il ne paraîtra que deux numéros par mois.
5° Toutes nos revues sont expédiées sous carton fort et bénéficient par conséquent d'un maximum de protection.
6° Pour toute correspondance relative à votre abonnement (changement d'adresse, réclamation, renouvellement), envoyez-nous l'étiquette collée sur notre dernier envoi, elle porte toutes les références vous concernant.
7° Toute demande de changement d'adresse doit être accompagnée de 2 F en timbres.


# *CHRONOLOGIE*
## Janvier 1960

## *FRANCE ET COMMUNAUTÉ*

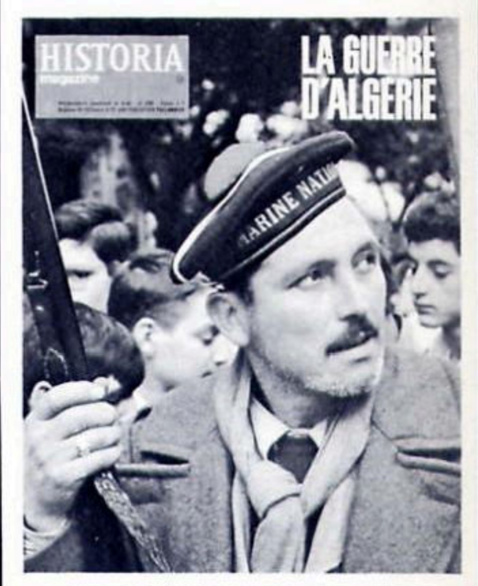
*1ᵉʳ : entrée en vigueur du « nouveau franc ».*
*4 : mort d'Albert Camus.*
*le rapport de la Croix-Rouge sur les camps d'internement en Algérie est publié dans* le Monde.
*11 : signature à Paris de la convention de salaire E.D.F.-G.D.F.*
*12 : rencontre à Paris des six ministres des Affaires étrangères du Marché commun.*
*13 : Antoine Pinay quitte le gouvernement. Le général de Gaulle nomme Wilfrid Baumgartner ministre des Finances et des Affaires économiques.*
*14 : conseil des ministres (Mali et Madagascar).*
*16-17 : Comité national du M.R.P.*
*19 : entretiens Couve de Murville-Vinogradov.*
*20 : conseil des ministres (Mali, situation en Algérie).*
*25 : message du général de Gaulle sur l'Algérie.*
*27 : conseil des ministres (Algérie).*
*28 : arrestation du député J.-M. Le Pen.*
*31 : création par l'U.N.R. et le parti socialiste d'un Comité d'entente pour le soutien de l'action du général de Gaulle.*

## *AFRIQUE DU NORD ET MOYEN-ORIENT*

*5 : incident de frontière israélo-jordanien.*
*7 : création d'un nouveau mouvement : S.O.S. Algérie.*
*7-15 : voyage du roi du Maroc Mohammed V en R.A.U.*
*8 : nouveaux attentats terroristes à Alger.*
*8-10 : congrès national de l'Istiqlal (parti nationaliste marocain).*
*9 : Nasser inaugure les travaux du haut barrage d'Assouan sur le Nil.*
*12 : le Liban s'oppose au projet israélien de détournement des eaux du Jourdain.*
*16 : signature à Tunis d'un accord commercial avec l'U.R.S.S.*
*16-19 : réunion à Tripoli du Conseil national de la révolution algérienne (C.N.R.A.).*
*18 : le général Massu accorde à Alger une interview à Kempski journaliste au* Süddeutsche Zeitung. *Le 19, il est rappelé à Paris.*
*21 : accord commercial franco-israélien.*
*23 : le général Crépin est nommé chef du corps d'armée d'Alger en remplacement du général Massu. Appels au calme à Alger de Delouvrier et du général Challe.*
*24 : manifestations à Alger. Érection de barricades. Intervention de la gendarmerie. Fusillade ; bilan : 22 morts et une cinquantaine de blessés. Formation d'un camp retranché dans les facultés.*
*25 : trois régiments de la 10ᵉ D.P. sont appelés en renfort des forces de l'ordre à Alger.*
*Ouverture à Tunis de la deuxième conférence des peuples africains.*

(à suivre)

# *NOTRE PROCHAIN NUMÉRO*




**ALGER : LA FUSILLADE DU 24 JANVIER 1960**

## Sommaire



Documentation HISTORIA MAGAZINE *Guerre d'Algérie.* Nous recherchons toutes photographies prises durant leur séjour et à leur libération du camp d'In-Salah (21-25 avril 1961) des personnalités (Buron, Gambiez, Pouilly, etc.) internées lors du putsch des généraux.

**PLUS D'ESPOIR POUR LES 406 MINEURS**
VOIR PAGE 8

**LE VRAI PROCÈS JACCOUD**
commence demain (voir page 8)

EN PAGE 6 :
LA MODE : SUITE EN BLANC

**Dernière Heure**

DIMANCHE 24 JANVIER 1960 — 0,25 N.F. — 16e ANNÉE – N° 4.120



# TENSION DE PLUS EN PLUS NERVEUSE A ALGER

## depuis ce matin : de grands rassemblements

### de manifestants ont franchi les barrages, aux cris d'"Algérie française !" "Nous voulons Massu !"

La tension nerveuse d'Alger s'est concrétisée, après les manifestations de l'après-midi d'hier, par de grands rassemblements populaires en fin de matinée, en trois points de la ville. Dans le centre, tout d'abord, à l'approche de 11 heures, une foule silencieuse a commencé à se rassembler au carrefour du boulevard Laferrière et de la rue Péguy.



### UN NOUVEL APPEL DE M. DELOUVRIER CE MATIN

Suite Dernière Page

### M. Delouvrier aux Algérois : "L'autorité de l'Etat ne se discute pas aujourd'hui"

#### le pouvoir ne recule pas

Abandonnez ce complexe d'abandon qui est une insulte à l'armée et une injure à la métropole"

Suite Dernière Page



### L'AFFAIRE MASSU définitivement réglée sur le plan parisien

#### LE GENERAL CREPIN a pris possession de ses fonctions

Suite Dernière Page

### LE GENERAL CHALLE A L'ARMEE : "Je ne veux pas voir compromettre nos efforts par des réactions irréfléchies"



Suite Dernière Page

### Réunion, lundi des dirigeants du monde combattant

Suite Dernière Page

### M. DELOUVRIER et le général CHALLE ont eu hier de longs entretiens avec élus et personnalités





La presse est alors en retard sur l'événement. Quand les journaux du soir de ce dimanche 24 janvier 1960 annoncent une « tension de plus en plus nerveuse », les premiers coups de feu ont été tirés à Alger depuis 18 h 15. Le colonel et les premiers éléments du 1er étranger de parachutistes arrivent à l'entrée du tunnel des facultés et prennent position entre les gardes et les manifestants